

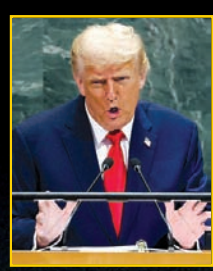
DEUX POIDS, DEUX MESURES
**Quand la liberté
d'expression
perd son équilibre**
BERKANE LARBI

RECONNAISSANCE D'ÉTAT
**Quand l'histoire
inverse les rôles
entre Israël et la Palestine**
BERKANE LARBI

LE MOYEN-ORIENT
À LA CROISÉE DES CHEMINS
**Entre illusions
diplomatiques
et réalités
de domination**
SALAH LAKOUES

De la reconnaissance

HADJ AHMED BEY



**Trump: son discours
hallucinant aux
Nations Unies**
DJAMEL LABIDI

**Europe : la
banalité du mal**
IBRAHIM TAOUTI



**INONDATIONS EN ALGÉRIE
Entre dérèglement climatique
et défaillances locales !** CHERIF ALI

**Livres: l'amour...
l'amitié... la vie**
BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

P. 4 à 9

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

Ghaza L'obstination américaine à travestir la vérité

Mercredi 718^e jour de l'agression sioniste contre la population civile de Ghaza et 205^e jour du siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aide alimentaire.

Mohamed Mehdi

Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 211 victimes lors des précédentes 24h (mardi), dont 38 martyrs et 175 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, précisant qu'un certain nombre de victimes est encore dans les rues ou sous les décombres et que les services des ambulances et de la protection civile ne peuvent pas atteindre en raison des bombardements.

Le bilan des victimes depuis le 7 octobre 2023 passe à 65.419 martyrs et 167.160 blessés. Quant au bilan des victimes depuis la rupture unilatérale du cessez-le-feu par Israël et la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, il passe à 12.860 martyrs et 55.119 blessés, ajoute le ministère.

Pour la catégorie de victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire, le document rapporte également que les tirs des soldats de l'armée d'occupation et des mercenaires américains de la Fondation «GHF» ont fait, mardi, 5 martyrs et 20 blessés, portant le nombre total à 2.531 martyrs et 18.531 blessés. Les bombardements israéliens se poursuivent dans différentes parties de l'enclave assiégée. Le bilan provisoire des attaques de mercredi, jusqu'à 15h (localement), fait état de 64 martyrs, dont 45 dans la ville de Ghaza.

LA FLOTTE DE GHAZA ATTAQUÉE PAR ISRAËL : L'ITALIE DÉPÊCHE UNE FRÉGATE EN RENFORT

La Flottille humanitaire internationale Sumud pour Ghaza, constituée d'une cinquantaine de bateaux civils pour tenter de briser le blocus naval israélien de l'enclave a été attaquée dans la nuit de mardi à mercredi par des drones israéliens dans les eaux internationales au large de la Grèce, ce qui a incité l'Italie à envoyer un navire de la marine pour lui porter secours.

Les navires ont été attaqués par 12 drones dans les eaux internationales à 30 milles nautiques de l'île grecque de Gavdos, a déclaré Marikaiti Stasinou, la porte-parole de March to Ghaza Greece, qui fait partie de la flottille, précisant que tous les passagers sont sains et saufs après l'explosion, rapporte Reuters. Le ministre de la Défense, Guido Crosetto, a déclaré dans un communiqué que le convoi maritime avait été pris pour cible par des «auteurs non identifiés», exprimant sa «condamnation la plus ferme», avant d'ajouter que la frégate polyvalente italienne Fasan, qui naviguait auparavant au nord de la Crète, était «déjà en route» vers la flottille «pour d'éventuelles opérations de sauvetage».

Benedetta Scuderi, députée européenne italienne du groupe Verts-Alliance libre européenne (ALE) qui a rejoint la flottille, a déclaré à la radio publique italienne RAI que des drones avaient largué des grenades assourdissantes, et que l'un d'eux a heurté le mât du voilier sur lequel elle naviguait,

«endommageant complètement» la grand-voile, rapporte également Reuters. S'exprimant sur l'agression terroriste israélienne contre la Flottille, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a déclaré que «l'attaque contre l'acheminement de l'aide humanitaire à Ghaza dépasse l'imagination», ajoutant qu'une «enquête indépendante est nécessaire».

LE HAMAS RÉPOND AUX PROPOS DE TRUMP À L'ONU

Que ce soit sous Biden ou Trump, il est clair que les Etats-Unis n'ont pas été un intermédiaire honnête dans les négociations de cessez-le-feu à Ghaza. La volonté manifeste de l'administration américaine de coller systématiquement les échecs des pourparlers à la partie palestinienne, qui négocie au nom de l'ensemble des factions de la Résistance à Ghaza, en l'occurrence le Mouvement Hamas, devient même un facteur de blocage. Au moins trois fois sous Biden, et deux fois sous Trump, le Hamas a accepté les propositions américaines de cessez-le-feu avant que l'entité sioniste ne les rejette. Et à chaque fois, les Etats-Unis déclarent sans honte que c'est le Hamas qui en est responsable. La dernière déclaration de Donald Trump dans son «discours» à l'Assemblée générale de l'ONU n'a pas dérogé pas à la règle.

Le Hamas a répondu, mardi dans un communiqué, aux déclarations du président américain, «qui a prétendu que c'est le mouvement qui refuse les offres de cessez-le-feu à Ghaza», rappelant que le mouvement «n'a jamais été un obstacle à la conclusion d'un accord de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza», et qu'il a fait preuve de «toute la flexibilité et la positivité nécessaires». «L'administration américaine, les médiateurs et le monde entier savent que le criminel de guerre Netanyahu est le seul à bloquer toutes les tentatives de parvenir à un accord. Le terroriste Netanyahu a renié l'accord de janvier dernier et a complètement ignoré la proposition de Witkoff, à laquelle le mouvement avait annoncé son approbation, avant de commettre son crime odieux en bombardant, à Doha, le lieu où se tenait la réunion de la délégation du mouvement pour discuter du dernier document du président Trump», affirme le communiqué.

Le Hamas a invité l'administration américaine à «se ranger du côté des valeurs de justice», à «intervenir positivement pour contraindre le gouvernement de l'occupation terroriste à mettre fin aux crimes de génocide, de nettoyage ethnique et de déplacement forcé commis contre notre peuple palestinien».

Par ailleurs, dans un autre communiqué, le Hamas a salué «la ratification par le gouvernement espagnol de l'interdiction totale de la fourniture d'armes» à Israël considérant que cette décision «reflète l'engagement moral et politique de l'Espagne concernant les atrocités et les crimes de guerre subis par notre peuple palestinien à Ghaza».

Le 15 novembre 1988, dans l' amphithéâtre solennel du Palais des Nations, à Alger, résonnaient les mots d'un homme qui incarnait, à lui seul, la lutte et l'espérance d'un peuple : Yasser Arafat. Devant le Conseil national palestinien, réuni en Algérie, il proclama la création d'un État palestinien, avec pour capitale El Qods Al-Charif. Ce jour-là, Alger devint bien plus qu'un simple lieu de proclamation : elle se transforma en matrice d'un espoir collectif, en berceau symbolique de la souveraineté palestinienne.

L'histoire retiendra que c'est depuis la capitale de la Révolution algérienne que l'un des chapitres les plus solennels de la Cause palestinienne fut écrit.

Depuis lors, l'Algérie n'a jamais dévié d'un iota de son engagement. Alors que les vagues de normalisation arabe ont affaibli les rangs et que certains régimes ont troqué la mémoire pour les avantages immédiats, Alger est restée droite, inflexible, parfois même solitaire dans sa fidélité. Car pour l'Algérie, la Palestine n'est pas un dossier diplomatique comme un autre : c'est une question de culture politique, de principe sacré et de fraternité historique forgée dans les braises du colonialisme.

L'Algérie connaît le prix de la terre confisquée et du sang versé. Son peuple, qui a payé plus d'un million et demi de martyrs, durant la guerre de Libération, ne peut rester insensible au sort des Palestiniens dépossédés de leur patrie. Houari Boumédiène avait gravé dans la mémoire du monde arabe son discours au Sommet de l'ONU, en 1974, lorsqu'il plaida pour la reconnaissance de l'OLP, comme représentant légitime du peuple palestinien. L'histoire diplomatique algérienne est parsemée de ces moments où la voix d'Alger se faisait l'écho de El Qods .

Ce n'est pas un hasard si la proclamation de 1988 eut lieu à Alger : l'Algérie offrait bien plus qu'une tribune, elle offrait une légitimité historique. La Palestine, disait-on alors, avait trouvé à Alger sa « seconde patrie », comme les révolutionnaires algériens avaient trouvé hier soutien à Damas, au Caire ou à Tunis.

Lorsque éclata la seconde Intifada, au début des années 2000, le monde arabe paraissait divisé, fatigué, voire résigné. Certains régimes glissaient déjà sur la pente de la normalisation, tandis que d'autres se repliaient sur leurs calculs internes. L'entité sioniste, elle, poursuivait implacablement sa politique expansionniste : colonies illégales, mur de séparation, humiliations quotidiennes imposées aux Palestiniens. Pourtant, malgré ce contexte de découragement, Alger n'a jamais modifié sa ligne. Elle refusa, et refuse encore, d'accepter comme normal ce qui relève de l'occupation et de l'apartheid.

Les accords de normalisation récents d'Abraham à d'autres n'ont pas réussi à fléchir cette constance. Dans le concert des capitales arabes, parfois assourdies par les sirènes économiques ou militaires, Alger continue de marteler une vérité : la Cause palestinienne est d'abord

Mustapha Aggoun

L'Algérie et la Palestine : une fidélité constante

une cause de justice.

Puis vint le 7 octobre 2023. Une date qui, quelle que soit la lecture qu'on en fait, a marqué une rupture. Les peuples, à travers

le monde, se sont réveillés. Dans les rues de New York, de Londres, de Paris, de Johannesburg, de Jakarta ou d'Istanbul, des foules immenses se sont rassemblées, brandissant le drapeau palestinien, rappelant que la mémoire collective des opprimés ne se laisse pas effacer par la propagande.

Même en Occident, là où la politique officielle se montre souvent timorée ou alignée sur les impératifs stratégiques israélo-américains, la reconnaissance de la Palestine gagne du terrain. Certes, cette reconnaissance peut être teintée de calculs géopolitiques, électoraux ou diplomatiques. Mais au-delà de ces stratégies, une vérité s'impose : la résistance palestinienne, dans sa persistance et son sacrifice, force le respect et rallume les consciences.

Dans ce tumulte, l'Algérie n'a pas eu besoin de se repositionner, ni de chercher une nouvelle boussole. Car sa position n'a jamais varié. Depuis le cri d'Alger en 1988 jusqu'à aujourd'hui, elle demeure fidèle à la même conviction : la Palestine a droit à un État libre, indépendant et souverain, avec El Qods Al Charif pour capitale. Ce n'est pas une posture de circonstance, mais une dimension de son identité politique.

Cette constance n'est pas seulement diplomatique. Elle est culturelle, presque organique. Elle s'exprime dans les chants populaires, dans les slogans des manifestations, dans les discours des présidents successifs, dans l'enseignement transmis aux générations. Pour l'Algérie, défendre la Palestine, c'est défendre une part de sa propre mémoire. C'est rester fidèle à ce pacte implicite qui unit tous les peuples ayant connu l'humiliation coloniale : ne jamais abandonner celui qui lutte encore.

Aujourd'hui, plus de trente-cinq ans après la proclamation de l'État palestinien, à Alger, le combat n'est pas achevé. Mais l'histoire connaît des revirements. Ce qui paraissait inatteignable hier peut se transformer demain en évidence. La vague de reconnaissance internationale qui s'amorce, qu'elle soit sincère ou stratégique, montre que la Palestine ne disparaîtra jamais de la conscience des peuples.

Et dans cette conscience, un détail restera gravé : c'est à Alger, le 15 novembre 1988, que le rêve fut proclamé. Et c'est à Alger, encore et toujours, que la fidélité n'a jamais vacillé.

La Palestine est une Cause juste, universelle, indissociable de la dignité humaine. L'Algérie le sait mieux que quiconque, elle qui a transformé la douleur de son peuple colonisé en victoire de libération. C'est pourquoi, hier comme aujourd'hui, elle marche aux côtés des Palestiniens, non pas par stratégie mais par fidélité, non pas par opportunisme mais par culture, non pas par calcul mais par principe. Tant qu'un drapeau palestinien flottera dans le vent, il trouvera à Alger une main pour le soutenir, une voix pour le défendre, et une mémoire pour le protéger.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone :** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax :** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Programme AADL 3
L'étude des recours
entamée

A. Z.

L'étude des dossiers de recours déposés par les souscripteurs du programme «AADL 3» durant la période du 25 août au 17 septembre en cours a été entamée. Le nombre des recours en question n'a pas été précisé, mais on peut deviner qu'il est assez important quand on apprend que plus de 300 agents commerciaux ont été mobilisés pour traiter les dossiers afférents, afin de permettre à chaque souscripteur d'obtenir son droit. C'est ce qui a été révélé lors d'une réunion tenue, mardi dernier, au siège de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), sous la présidence du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, dans le cadre du suivi de l'état d'avancement des différents programmes de logements, en particulier le troisième programme de logements dans le cadre de la formule location-vente «AADL 3».

A ce propos, le ministre a souligné la nécessité de finaliser toutes les procédures administratives et techniques liées aux contrats fonciers destinés à la première tranche du programme «AADL 3», estimée à 200.000 unités de logements, avant l'ouverture de tout chantier. Au cours de cette réunion, le ministre a écouté un exposé concernant la première tranche du programme, estimée à 200.000 unités de logements, mettant en lumière le degré de préparation des dossiers administratifs et techniques, y compris les contrats fonciers destinés à la construction et les permis de construire, ainsi que les obstacles éventuels rencontrés sur le terrain dans certaines wilayas.

Dans ce contexte, M. Belaribi a donné des instructions exigeant l'achèvement de toutes les procédures nécessaires avant l'ouverture de tout chantier, affirmant que cette approche anticipative permettra de délivrer les contrats définitifs dès la fin des projets de logements à l'avenir.

UNE APPLICATION
NUMÉRIQUE MISE À
LA DISPOSITION DES
SOUSCRIPTEURS

Le ministre a rappelé que tous les moyens ont été mis à disposition pour lancer l'ensemble des projets prévus dans le cadre de la première tranche du programme AADL 3, conformément aux délais fixés. Dans ce

même cadre, il a ordonné la création d'une application numérique visant à collecter et suivre toutes les informations relatives à la réalisation des projets de logements du programme «AADL 3», afin d'assurer un suivi en temps réel de l'avancement des travaux et de la qualité, ainsi que l'accès à tous les dossiers administratifs liés aux projets, ce qui permettra à l'Agence de prendre les mesures nécessaires en temps opportun. Cette application comportera notamment des informations sur la localisation géographique précise de chaque projet, les données concernant le bureau d'études chargé de la réalisation et du suivi, l'entreprise chargée des travaux, les permis de construire pour chaque projet, en plus des versions numériques des contrats.

Par ailleurs, la réunion a abordé le dossier des contrats définitifs et des tableaux descriptifs de découpage relatifs aux logements du programme «AADL 2», où le directeur central des contrats au sein de l'agence AADL ainsi que les directeurs régionaux de l'agence ont présenté des rapports détaillés sur les wilayas relevant de chaque direction régionale. Les rapports ont présenté des chiffres précis sur le nombre de contrats fonciers extraits jusqu'à ce jour, ainsi que le nombre de tableaux de découpage et de contrats définitifs réalisés par les différentes directions régionales de l'Agence. Selon le communiqué, la direction régionale d'Oran de l'agence AADL a enregistré le taux le plus élevé de réalisation des contrats avec 75,90%, suivie de la direction régionale de Constantine avec un taux de 67%. Dans ce sillage, le ministre a souligné l'importance de mettre en œuvre l'instruction interministérielle conjointe n°02 signée le 9 septembre 2021, relative à la facilitation des procédures de régularisation du foncier. Par conséquent, il a insisté sur la nécessité d'accélérer la délivrance des contrats, de finaliser les certificats de propriété et de conformité, de parachever toutes les procédures administratives, et de créer une application numérique mise à la disposition des souscripteurs pour faciliter la demande et la remise des contrats de logement. La numérisation du service public et la communication officielle bien conçue consistent à barrer la route aux rumeurs malveillantes et à donner aux souscripteurs le moyen de suivre leur dossier dans la clarté et la transparence.

Tébessa
Six terroristes abattus

Six (6) terroristes ont été abattus et une quantité importante de munitions et d'autres effets ont été récupérés mardi soir à Tébessa par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans la dynamique des efforts intenses déployés par les différentes unités de nos Forces armées dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont abattu, durant la nuit d'hier, 23 septembre 2025, six (6) terroristes et récupéré six (06) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, ainsi qu'une quantité importante de munitions et d'autres effets, et ce, au niveau de la zone de Tlidjene, secteur militaire de Tébessa en 5ème Région militaire», précise la même source.

A cet effet, le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, «s'est rendu dans la zone de l'opération, où il a inspecté, en compagnie du Général-Major, Nouredine Hambli, Commandant de la 5ème Région militaire, les unités militaires ayant participé à cette opération de qualité», ajoute le communiqué.

«Monsieur le Général d'Armée, s'est adressé sur place aux personnels militaires qui ont fait preuve de courage et de bravoure, saluant, en cette même occasion, cette opération héroïque, avant de leur transmettre les salutations et les félicitations de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées,

ministre de la Défense nationale», relève la même source.

Par la suite, le Général d'Armée «a prodigué des orientations à l'ensemble des personnels, en les exhortant à fournir davantage d'efforts afin de préserver la sécurité du pays et des citoyens et à poursuivre la lutte contre les résidus des groupuscules terroristes avec détermination et fierté envers ce devoir sacré».

«Cette opération qui s'ajoute aux diverses opérations qualitatives exécutées par les différents détachements de l'ANP dans le cadre de la lutte antiterroriste, réitère encore une fois, la détermination et la résolution des unités engagées à assainir notre pays des résidus des groupuscules terroristes et à éradiquer ce fléau de notre territoire nationale», conclut le communiqué du MDN.



El Yazid Dib

Il existe, Monsieur le ministre, un grand marché scolaire informel dans le pays. Il est installé non pas de

jour comme ces espaces de commerce contre lesquels luttent les services de sécurité, mais ce marché florissant agit de nuit. Ce sont des milliers de client-élèves qui le fréquentent et accompagnés de surcroît par leurs parents. Ils y demeurent des heures et des heures. Les conditions sont plus dramatiques que celles des souks. Les caves d'immeubles, les vieilles maisons menaçant ruines, les garages mal bâtis et bruts servent de lieux de prédilection pour ce genre d'opérations commerciales. Non déclarés, non assurés, mal hygiéniques, manquant de salubrité, parfois d'éclairage ; ces lieux concurrencent en silence l'Ecole publique.

Le propos ne concerne pas l'école «privée», qui elle, semble fonctionner selon un cahier de charge, un agrément et des contrôles périodiques. Il vise ce phénomène qui d'ailleurs ne date pas d'aujourd'hui et tend à se généraliser partout. Ce que l'on appelle «cours de soutien» est devenu un devoir pour tout scolarisé, à n'importe quel palier pédagogique. Il s'accroît cependant, d'une façon particulière au niveau de tout seuil d'examen. Les disciplines les plus en vogue, les plus attractives sont ces matières scientifiques. Sciences, mathématiques, physique. Il est tout aussi constatable que même, les langues arabe ou étrangères ne sont pas du reste. Ainsi, le déficit n'est pas uniquement dans une ou deux matières, mais s'étend à tout le programme. Qu'en reste-t-il d'ailleurs ? L'éducation physique et sportive et la Charia islamique.

Ceci en finalité, nous amène à s'interroger sur la crédibilité de l'enseignement prodigué à l'intérieur des établissements de l'Etat. Y a-t-il un manque avéré tel qu'il recommande un surplus d'effort ou

Le soutien des cours,
rival de l'Ecole publique

aller se compléter ailleurs ? Nous n'oserons pas insinuer l'improbable hypothèse manipulatoire vers un commerce du savoir. Nous n'oserons pas colporter ce qui se dit en sourdine, que ce sont les mêmes instituteurs de lycées qui provoquent la nécessité d'un complément pédagogique. A l'instar d'un médecin d'hôpital ou de polyclinique qui conseille ses patients en les orientant vers la clinique du coin, là où il officie en heures supplémentaires.

Si le département de tutelle ne peut agir pour interdire carrément ce genre concurrentiel, il est judicieux, au moins qu'il aille jeter un regard profond et enquêteur sur ce qui passe. C'est devenu une pathologie ancrée dans toute tête d'enfant. Du primaire au secondaire, les cours à toute heure touchent presque l'ensemble des effectifs scolaires. Les parents se trouvent, par contamination, tous astreints à piocher dans le fond des poches pour espérer voir leurs chérubins, décrocher la lune. Le plus souvent, il n'en est absolument rien.

Le plus hilarant, c'est quand l'on voit un responsable, wali, recteur ou directeur de l'Education, entre autres, faire ces cours en particulier à leur progéniture. C'est qu'il n'y a plus de confiance dans la crédibilité du secteur qu'ils sont censés superviser. Et ceux qui les assurent avec acharnement, par jours fériés, tôt le matin ou tard le soir ; ne font-ils pas partie du corps enseignant, fonctionnaires en l'état ?

Voilà, le problème existe, il est là à défier l'Ecole publique. Il suffit de réfléchir et d'apporter les solutions adéquates, notamment par des procédures de réglementation, loin d'une interdiction absolue.

Réintégration des élèves du Moyen et du Secondaire
Début du dépôt des requêtes

L'opération de dépôt des requêtes de réintégration des élèves dans les cycles d'enseignement moyen et secondaire général et technologique, au titre de l'année scolaire 2025/2206, a débuté hier mercredi via l'espace des parents, et se poursuivra jusqu'au 4 octobre prochain, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère de l'Education nationale.

Le ministère «porte à la connaissance des parents souhaitant déposer une requête de réintégration de leurs enfants dans les cycles d'enseignement moyen et secondaire général et technologique, au titre de l'année scolaire 2025/2026, que l'opération débute mercredi et se poursuivra jusqu'au 4 octobre prochain, sachant qu'elle s'effectuera exclusivement sur le système d'information du secteur de l'Education nationale», pré-

cise la même source. «Les parents souhaitant réintégrer leurs enfants sont tenus de remplir le formulaire de demande de réintégration via l'espace des parents sur le lien : <https://awlyaa.education.dz> et ce, à partir de mercredi jusqu'au 4 octobre à minuit, tandis que les parents non-inscrits dans le système d'information doivent ouvrir un compte sur le même lien», souligne le communiqué.

Ces requêtes recevront une réponse «le 8 octobre via le même espace, ainsi qu'au niveau des établissements d'enseignement». Les élèves admis doivent «rejoindre leurs établissements le 9 octobre, tout retard dépassant le 13 octobre est considéré comme une renonciation au droit à la réintégration», ajoute le communiqué.

Quant aux requêtes rejetées au niveau

de l'établissement d'origine, le ministère a souligné qu'elles «seront étudiées au niveau de la direction de l'Education en vue de trouver des places pédagogiques alternatives, alors que les parents seront informés des décisions définitives le 13 octobre 2025", sachant que les élèves dont les requêtes sont acceptées devront rejoindre leurs établissements à partir du 14 octobre, chaque retard dépassant le 19 octobre est considéré comme une renonciation au droit à la réintégration».

A noter que «les élèves à besoins spécifiques nés en 2009 et en 2007 sont réintégrés systématiquement, conformément à la réglementation en vigueur», alors que «tout élève admis n'ayant pas rejoint son établissement dans les délais impartis perd son droit à la réintégration».

De la reconnaissance

Par Hadj Ahmed Bey

Qu'est-ce que reconnaître ?

Il y a l'analyse sémantique, étymologique, philosophique..., l'approche juridique (Convention de Montevideo, déc. 1933), il y a les tortueux louvoiements polysémiques politiques et diplomatiques. Mais le plus souvent il n'y a que d'incorrigibles bavards à la tribune de ce grand théâtre que les peuples ont cessé de fréquenter.

« RECONNAISSANCE » ADMET AU MOINS DEUX SENS ET AUSSI DEUX VERTUS

Le premier est l'expression d'une gratitude, la contrepartie d'un bienfait, le crédit accordé à un tiers pour son geste charitable. Le second admet son prochain comme un autre soi-même et lui ouvre la porte de l'identité, comme le reflet spéculaire de lui-même. Sous cet angle de vue, reconnaître revient à « se » reconnaître.

Rien de tel dans la démarche médiatique-ment orchestrée depuis quelques jours entourant la reconnaissance de la Palestine en tant que nation digne de siéger au sein des nations. 1.- Confusion sciemment entretenue entre la reconnaissance d'un gouvernement et la reconnaissance d'un Etat en droit conforme d'ailleurs à toutes les résolutions des Nations Unies depuis 1948. Il ne s'agit pas ici de la reconnaissance de l'Autorité palestinienne incarnée par ce pitoyable M. Abbès dont l'existence est décorative, et encore moins par ce qui reste de Hamas.

Ce dont il est question, c'est de l'existence l'idée de Palestine et de Palestiniens, au moment même où les sionistes s'appliquent méthodiquement à les faire disparaître au point que bientôt, si la « communauté internationale » continue à tergiverser, il n'y aura plus grand-chose à reconnaître.

2.- Les derniers wagons de l'histoire.

La France, le Royaume-Uni, le Canada, le Portugal... ne sont pas à la pointe du droit et de la justice. Loin s'en faut. Précédés depuis longtemps par près de 150 pays, ils se réveillent et se précipitent sur le devant de la scène, pressés par leurs opinions publiques jusque-là étouffés par une communication orwellienne, une chape de plomb totalitaire qui les isolait de la connaissance des événements du monde.

15 décembre 2011. L'Islande a été le premier pays occidental à faire un pas que les autres suivront à mode moutonnaire selon les circonstances et le degré de pression exercé par les réseaux sionistes indigènes sur les exécutifs locaux.

Puis vint le tour du Saint-Siège louvoyant entre 2013 et 2015 et de la Suède en 2014. Le rush a commencé en mai 2024 avec l'Espagne, l'Irlande et la Norvège.

Les Etats (selon les partis qui les animent) ne pratiquent qu'une reconnaissance, celle de leurs intérêts. Tout le reste est littérature. Le président français, poitrail au vent, se présente aujourd'hui en défenseur des libertés. La « Patrie des Lumières » et « des Droits de l'Homme » a beaucoup hésité puis a fini par se résoudre à rejoindre « vaillamment » le peloton, à la remorque des événements.

3.- Courage, fuyons...

« Si infâmes que soient les canailles, ils ne le sont jamais autant que les honnêtes gens. » Octave Mirbeau
« Historique », « exceptionnel », « extraordinaire », « courageux », « gaullien »... voire « monstrueux », « abominable », « infâme », « déloyal »... les médias français se perdent dans les qualificatifs et dans les querelles de bac à sable. Sur 36 000 communes, seule une cinquantaine a osé hisser le drapeau palestinien au fronton de leur mairie.

Dans les coulisses, la « minorité écrasante » des réseaux sionistes encadre le courage des candidats aux prochaines « municipales ». Mais que vaut la reconnaissance d'un président démonétisé dont la popularité plane à une altitude vertigineuse de 17% (avec la magnanimité des sondeurs), renié par ses anciens premiers ministres (Philippe, Barnier, Bayrou, Attal), dégradé par les agences de notation, raillé par la Maison Blanche, interdit de téléphone par Moscou, honni par la communau-

té juive qui le qualifie de traître... ?

« C'est le choix du président de la République. Ce n'est pas le mien » déclare son ministre de l'Intérieur (déjà en 2027) qui aurait été immédiatement mis à la porte si la France était dirigée par un chef d'Etat à la hauteur de sa charge. Certains commentateurs assimilent le geste de Macron à celui de de Villepin (février 2003) au fait que tous les deux sont sans effets concrets, relèvent de la rhétorique inefficace et improductive, précisant que le discours de l'ancien ministre des affaires étrangères français n'avait pas empêché l'attaque de l'Irak par G. W. Bush. De Villepin a empêché Washington de la légaliser et J. Chirac de la déclarer « hors du droit » même si, par la suite, le « réalisme » l'a emporté sur le respect des principes...

4.- Theodor Roosevelt est de retour avec une cohorte de domestiques

Israël et sa principale colonie (les Etats-Unis) semblent isolés, notamment au sein du Conseil de sécurité. Mais la réalité est toute autre. Ces barbares malveillants se moquent de l'avis des autres nations et de leurs résolutions. Le seul droit qu'ils reconnaissent est celui dérivé des rapports de forces qu'ils parviennent à imposer au reste du monde.¹ Et tant que l'Atlantisme produit des lavettes...

Les « en-même-tempsistes » de tout bord, rêvent d'un ersatz de Palestine, d'une Palestine démilitarisée, rabougrie, privée d'eau, d'économie propre, de tout moyen de défense et, à la limite, privée de mémoire et d'identité. Un jour il faudra bien mesurer le prix économique astronomique de cette campagne génocidaire et se demander qui s'en est réellement acquitté, et cela commence par l'« allié » Zelensky qui se plaint depuis le « 07 octobre », que les armes qui lui étaient destinées aient été détournées au profit des sionistes.

L'ordre du jour à l'ONU est à la tragédie palestinienne. Pas à l'Ukraine qui n'est plus d'actualité. D. Trump a d'autres priorités. Pauvre Zelensky ! Pas une seule fois, son nom n'a été prononcé.

Ordinairement célébré, au cœur des événements internationaux, il a fait tapisserie. D. Trump lui a fait la charité d'un entretien. Les médias qui suivaient la session de l'ONU n'étaient obsédés que par le retour des Etats-Unis au cœur de la guerre à la Russie, alors que pour la Maison Blanche, l'Ukraine n'a qu'une seule utilité : remplir un tiroir-caisse au bénéfice de l'empire militaro-industriel américain, par ses « alliés » européens.

5.- Effet boomerang. La rançon de l'hubris.

Tout compte fait, Netanyahu rend un immense service à la cause palestinienne. Certes, le coût de ce service est à la hauteur de la monstruosité du personnage et de ce qu'il représente, exorbitant, conforme aux « performances » de ces engueances depuis bien avant 1948 : des centaines de milliers de victimes et des destructions à ranger dans l'histoire aux côtés des deux dernières guerres mondiales. L'occident sait y faire en matière d'holocauste.

Réditer l'abomination américaine (de l'Alaska au détroit de Magellan) qui a fait disparaître des millions de « natifs » est une illusion. Les sionistes oublient au moins deux détails :

- Même s'ils s'appliquent à en cacher l'horreur (en tuant des journalistes et en interdisant l'accès à la Palestine), tout est vu et mémorisé. On ne peut plus exterminer en cachette, à la va-vite. Ils peuvent tuer beaucoup de mères et d'enfants. Mais la Palestine ne peut plus mourir.

- Le temps s'accélère et les positions dominatrices ne peuvent plus tenir des siècles. De plus, l'occupation territoriale n'est plus gage de puissance. L'espace se rétrécit, la géographie s'efface devant l'histoire et devant l'intelligence technologique. Le combat des illuminés à la barbe hirsute est obsolète.

6.- Le poisson pourrait toujours par la tête.

Aussi abominable soit le traitement infligé aux Palestiniens et à la conscience malheureuse universelle, le véritable objectif du couple américano-sioniste est la domestication du « sud global » et ici, de sa version régionale arabo-musulmane, des rives de l'Atlantique à l'Océan Indien.

La Ligue Arabe, l'Organisation de la coopération islamique (OCI), la Ligue musulmane... et toutes sortes d'organisations diverses et variées similaires sont les avortons du pac-

te du Quincy négocié en février 1945 entre Ibn Saoud et F. D. Roosevelt, de retour de Yalta.

Leur principal but est d'organiser pour paralyser et neutraliser. Tout pays qui a le sens du respect de lui-même devrait sortir de ces enceintes qui puent la lâcheté et l'indignité. Bien avant tout le monde, l'Algérie, peut se flatter d'avoir hébergé en novembre 1988, la création de l'Etat de Palestine, une déclaration d'indépendance écrite par Mahmoud Darwich et proclamée par Y. Arafat.

Mais, aussi indignée soit la population algérienne, comme celles de la plupart des pays du monde, les plus grandes manifestations de soutien à Ghaza, ce n'est ni à Alger ni dans les avenues des grandes villes algériennes qu'elles déploient leur colère, et pas seulement contre les sionistes et leurs soutiens euro-américains.

Les « Arabes » gagnés par le « réalisme » (ils se reconnaîtront) qui parlent maintenant de « deux Etats » sont en fait gagnés par une reddition abrahamique dissimulée qu'ils n'osent délivrer à leurs peuples. Cette capitulation cachée, tardive, derrière le droit international ne reçoit que mépris des sionistes convaincus de leur victoire contre ces ectoplasmes incapables de se tenir debout, qui arrivent bardés d'un droit et d'une Résolution de 1948 que plus personne ne respecte.

Pour arrêter le massacre en cours à Ghaza et la colonisation rampante de la Cisjordanie, il aurait fallu d'une décision d'une extrême simplicité : que l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et les Emirats arabes unis, Bahreïn, Maroc, Soudan et la Turquie rompent toutes leurs relations avec Israël.

L'idéal serait que Bahreïn exige le départ de la 5^{ème} flotte, que les bases militaires américaines soient fermées et que les comptes bancaires arabes soient clôturés en Europe et leurs fonds rapatriés ailleurs...

L'annonce d'un tel projet suffirait à produire un effet salutaire sur la paix mondiale. Chacun peut imaginer l'impact de cette simple menace sur les marchés financiers internationaux. Que l'on songe à la panique qui saisirait les agitateurs derrière leurs écrans.

L'état de l'économie des pays les plus pauvres concernés n'en serait pas davantage affecté.

Mais pour cela, il faut se remettre debout et mettre une culotte. Ne rêvons pas.

L'exclusion de ceux qui ont l'habitude de se salir les genoux, pointent cependant, à l'horizon des possibles, des alternatives crédibles, solides, vraisemblables.

Le temps va vite et les rapports de forces en mutation dessinent un avenir qui arrive à grands pas...

Les Grands mamamouchis en gandouras, la tête et la panse gavées de royalties pétroliers devraient songer à ne pas rater ce train. 8.- L'Occident déchristianisé et amnésique

Le message du fils de Marie a été très vite, très tôt détourné et dénaturé. Il a servi de prétexte aux Croisades, utilisé pour oindre des monarques, couvrir les plus abominables desseins... Le Christ ne s'est jamais compromis dans la fondation d'un nouveau culte. Toute son action a été conduite dans le sillage d'Abraham (aujourd'hui dévoyé) et de Moïse. Chez nous, on parlait de « redressement révolutionnaire » pour remettre le train sur les rails qu'il avait quittés. Et, comme on le voit, il n'y a rien d'irréversible dans les déchéances de l'histoire.

« Vous avez pétrifié la parole du seigneur » a-t-il lancé aux administrateurs du culte au Sanhédrin, les enjoignant de retrouver le chemin tracé par ceux des leurs qui les ont précédés.

Les confusions trinitaires ont tôt fait de subsumer l'essentiel. Et l'essentiel, c'est Paul qui le délivre dans son épître aux Galates, 3:28.² « Il n'y a plus ni Juifs ni non-Juifs, il n'y a plus ni esclave ni homme libre, il n'y a ni homme ni femme. Vous êtes tous un. » Les Occidentaux ont oublié le message du Christ pour qui l'humanité est une et indivisible.

9.- Dieu s'adresse au monde³...

« Plus haut monte le singe, plus il montre son c... » François Olivier.

Sa Majesté Trump, énième du nom, a daigné descendre de son nuage pour venir entretenir le bas-monde de son Royaume et du destin

de l'univers. Le monde médiatique s'est appliqué à taire le verbatim qui suit :

« Il y a un an, notre pays faisait face à de sérieux problèmes. Mais grâce à mon administration notre pays est à nouveau sur le devant de la scène. Il n'y a aucun autre pays qui arrive à notre hauteur. Les Etats-Unis ont l'économie la plus forte, les frontières les plus fortes, l'armée la plus forte, les amitiés les plus fortes et l'esprit le plus fort de tous les pays du monde. Nous sommes dans l'âge d'or des Etats-Unis. (...)

« La bourse américaine a battu 48 records ces derniers temps ». (...) Elle se porte mieux que jamais et vous tous dans cette salle vous en bénéficiez. » « Ces investissements arrivent aux Etats-Unis de partout dans le monde. (...) Ce qui fait de nous le meilleur pays au monde pour faire des affaires et nombre d'entre vous vous dans cette salle investissez aux Etats-Unis, et on a prouvé que c'est un excellent investissement.

Durant mon premier mandat, j'ai bâti la plus belle économie de l'histoire du monde. Mais cette fois-ci l'économie sera encore plus belle, encore plus grande. Les chiffres surpassent les records que j'avais établis lors de mon premier mandat. (...)

« Sur la scène mondiale, les Etats-Unis sont respectés comme jamais auparavant. Il y a deux, trois, quatre ans, on se moquait de nous partout dans le monde. » (...) I am the World.

« J'ai réalisé que les Nations unies n'étaient pas au rendez-vous. Je me pose la question : quel est l'objet des Nations unies ? « On peut se demander si les Nations Unies sont encore capables de jouer un rôle productif. Je suis ici pour vous proposer l'amitié et le leadership des Etats-Unis pour que nous puissions forger un monde plus prospère, un monde de sécurité. Et c'est un monde où tout le monde sera bien plus heureux. »

« Nous avons négocié les accords d'Abraham, des accords très importants, mais notre pays n'a pas été félicité pour cela. Tout le monde dit que je devrai recevoir le prix Nobel de la paix pour chacune de ces réalisations. »

10.- L'ONU est, à l'évidence, morte de sa belle mort. L'arbitraire autocratique américano-sioniste l'a achevée. Le temps ne serait-il pas venu de revoir de fond en comble les institutions internationales et mettre en place une concertation mondiale pacifiée pour la tenir hors de portée des pouvoirs exorbitants hérités de ce qui reste des monstres enfantés par l'histoire.

11.- Reconnaître ses torts.

« Reconnaître » admet une troisième acception, une vertu géopolitique qui préserverait le monde de drames à venir.

Pendant qu'il est encore temps, Israël et les pays occidentaux qui le soutiennent ne devraient-ils pas reconnaître les torts faits à ce peuple-martyr impitoyablement et vainement expulsé de lui-même depuis plus de 60 ans ?

Reconnaître ses torts va aussi dans le même sens que reconnaître ses dettes pour les solder honorablement, avant d'y être contraint.

Si l'Occident est convaincu d'avoir des leçons à donner au monde, pourquoi courageusement ne saisirait-il pas cette occasion pour tenter d'en convaincre le reste de l'humanité qui a tant souffert de ses « bienfaits » ?

Notes

1- Les États-Unis envisagent d'imposer des sanctions dès cette semaine contre l'ensemble de la Cour pénale internationale (CPI) en représailles aux enquêtes qu'elle mène sur des crimes de guerre qui auraient été commis par Israël à Gaza. Washington a déjà imposé des sanctions ciblées à plusieurs procureurs et juges de la Cour, mais sanctionner l'institution elle-même constituerait une escalade majeure. (Reuters, L. 22 septembre 2025)

2- Confirmé dans la première épître de Paul.

« En effet, nous avons tous été baptisés dans un seul et même Esprit pour former un seul corps, que nous soyons Juifs ou non-Juifs, esclaves ou hommes libres. » (Corinthiens, 12:13).

3- ...à ses compatriotes et, accessoirement, à ses homologues éberlués présents dans la salle des Nations Unies. D. Trump à la tribune des Nations Unies, mardi 23 septembre 2025.

■ Trump: son discours hallucinant aux Nations Unies

On savait du Président Trump qu'il dirigeait une révolution réactionnaire, maintenant on sait que cette révolution est ultraréactionnaire. Il en a parlé à l'ONU, hier 23 septembre, sans ambages, exactement comme dans ses meetings, comme s'il s'adressait aux Américains.

Par Djamel Labidi

L n'a fait aucune différence entre le niveau national et le niveau mondial, comme si la politique intérieure des Etats Unis et sa politique étrangère était une même chose, comme si le monde appartenait aux Etats Unis: les mêmes mots, les mêmes thèmes que dans ses meetings, «l'immigration menaçante, le mensonge de l'Ecologie, le terrorisme», et jusqu'à la dénonciation de son prédécesseur l'ex président Biden, sans se soucier de protocole, de tradition, pour dire exactement tout ce qu'il veut, sans aucun frein, sans aucune retenue, sans surmoi. Il parle d'un ton monocrorde, sans une virgule, passant d'un sujet à l'autre sans transition. Il parle avec un aplomb stupéfiant, une assurance totale, donnant des chiffres, des pourcentages incontrôlables, et parfois, d'évidence, invraisemblables, mais ceci ne semble pas du tout le préoccuper, le plus important étant qu'ils frappent l'opinion. Il y a aussi, dans ce discours, une méfiance marquée envers la science. Comme il avait parlé dans son premier mandat de l'arnaque du coronavirus, il dénonce cette fois ci celle du changement climatique.

Le discours est d'une brutalité inouïe. L'assistance composée des représentants des nations du monde, semble sidérée. Elle va d'ailleurs applaudir à la fin comme soulagée par les dernières paroles de Trump, qui, ha-

blement, tempère son propos par un hommage aux peuples, aux nations rassemblées, à leur richesse culturelle. Technique d'évidence de l'homme d'affaire qui alterne le chaud et le froid et qui détend l'atmosphère après avoir tétanisé l'adversaire. Mais ici, l'homme d'affaire a le pouvoir et il est à la tête de la nation, peut être encore, la plus puissante du monde, et on devine, en lui, une sorte d'ivresse de pouvoir et de puissance qui se développe rapidement, dans un narcissisme extrême. C'est peut-être le plus inquiétant.

LES NATIONS UNIES

Tout le discours est empreint d'un mépris sous-jacent envers les Nations-Unies. Il est clair que le président Trump ne supporte pas les Nations Unies, Et preuve que «les Nations Unies ne servent à rien», il leur reproche de n'avoir rien fait, même pas une lettre d'encouragement, concernant «les 7 guerres qu'il a arrêtées» mais il dénonce avec violence la reconnaissance de l'Etat palestinien, sans se soucier de la contradiction avec sa posture d'homme de la paix.

Il n'a pas de mot assez dur envers l'ONU, y compris sur sa gestion interne qu'il qualifie de catastrophique et de corrompue. L'exemple qu'il donne de la gabegie qui aurait présidé à la réfection du siège, en est selon lui la preuve. On apprend, de sa propre bouche à cette occasion, qu'il aurait fait une offre de 500 millions de dollars «bien moins couteuse et bien plus avantageuse» qui aurait été rejetée. Et il s'étend, en véritable promoteur immobi-

lier, sur la qualité des matériaux qu'il aurait, lui, utilisés. Tiens, tiens, n'y aurait-il pas, là, de plus une odeur de règlement de comptes, chez quelqu'un qui ne fait même plus la différence entre la dimension personnelle, et la dimension politique. Il dira même, à un moment, que lorsqu'il n'aime pas quelqu'un «c'est total et définitif». Il semble même rappeler à l'assistance qu'ils sont à New York, c'est-à-dire chez lui, aux Etats Unis.

Du jamais vu, du jamais entendu dans le discours d'un chef d'Etat. On a à certains moments l'image d'un PDG qui parle de son entreprise, et la vante: «en six mois, j'ai fait ceci et cela, j'ai attiré 1700 milliards de dollars d'investissement, les Etats Unis sont désormais la plus prospère des nations, le pays vit un âge d'or», etc..

Il y a dans le discours trumpiste, une nation qui dit à toutes les autres «qu'elle est la plus grande du monde, la plus forte du monde, qu'elle a la plus grande armée du monde, la plus grande économie du monde», qui est puissante et qui menace ses adversaires, clairement, même pas à demi-mot, de la même façon qu'il menace, dès le début de son intervention, le pauvre fonctionnaire de l'ONU qui a commis le crime de lèse-majesté de lui donner un prompteur en panne.

LE DISCOURS DE TRUMP ET LE DISCOURS DE POUTINE

Ce qui est frappant dans le discours trumpiste ce sont les convergences avec le discours Poutinien, comme un miroir, mais un miroir inversé. Les mêmes thèmes sont traités: nation, identité, l'héritage ancestral, les relations entre nations, la spécificité nationale, la souveraineté, mais là, où il y a chez le président Poutine un nationalisme qui se veut libérateur, égalitaire à travers un monde multipolaire, il y a chez le président Trump, un nationalisme de domination, qui est affirmé, qui est exprimé sans fausse honte, qui s'exprime avec un mépris souve-

rain de tous ces peuples, de toutes ces nations d'où provient «cette émigration barbare et menaçante» pour «la civilisation occidentale, la chrétienté et le monde libre», comme il le martèle. C'est mot pour mot la fameuse thèse du «grand remplacement» si chère à l'extrême droite européenne. Il est allé jusqu'à accuser le maire de Londres de «vouloir établir la charia». Celui qui parle ainsi appartient à une nation qui a volé sa terre, son pays à ses premiers habitants pour ensuite les massacrer, se livrer au plus grand nettoyage ethnique de l'Histoire, et opérer, mais réellement ici, un «grand remplacement». Est-ce une coïncidence que c'est le même programme qu'il propose pour Gaza sous prétexte de lutter contre Hamas.

Le président Trump est apparu, ou a voulu apparaître ce jour-là, porteur d'une vision et choisir la tribune de l'ONU pour la diffuser dans le monde. Ce discours sonne comme un coup d'envoi à une opération globale dans tout l'Occident, comme un appel à la prise de pouvoir de toutes les forces ultranationalistes qui en Europe développent les mêmes thèmes et partagent la même vision idéologique.

Cette situation n'est pas sans avoir quelques similitudes avec certains traits du national-socialisme. On trouvait dans l'idéologie fasciste et nazie tous les thèmes du socialisme, défense des travailleurs, dénonciation de la bourgeoisie et des injustices, luttes des classes. Les nazis avaient emprunté ces thèmes aux partis socialistes et communistes de l'époque, mais en les détournant vers une orientation hégémonique, suprémaciste, raciste.

De de la même façon, aujourd'hui dans le trumpisme, il y a les mêmes thèmes que le discours poutinien, et plus généralement celui des Brics, sur «l'identité des peuples, la richesse des cultures, la nécessité de les respecter, la souveraineté» mais dans une direction xénophobe, ultranationaliste, L'Histoire pourrait-elle se répéter ?

Le Moyen-Orient à la croisée des chemins

■ Entre illusions diplomatiques et réalités de domination

Alors que les tensions s'exacerbent, l'analyse du Quotidien d'Oran «Le Quotidien d'Oran du 14/09/2025», met en lumière les contradictions des stratégies arabes et l'impasse d'un ordre régional dominé par Israël sous parapluie américain. Les Accords d'Abraham, présentés comme une ouverture, révèlent aujourd'hui leur vrai visage : non pas une promesse de bon voisinage, mais un outil de domination. Face à cette erreur stratégique, le monde arabe se retrouve contraint de repenser son unité et son avenir.

Par Salah Lakoues

DOHA BOMBARDÉE : QUAND L'AGRESSION ISRAËLIENNE RÉVEILLE LA CONSCIENCE ARABO-ISLAMIQUE

Le 9 septembre 2025, l'attaque israélienne contre un quartier résidentiel de Doha, capitale du Qatar, a franchi une nouvelle étape dans l'escalade régionale. Plus qu'une violation flagrante de la souveraineté d'un Etat, cet acte a mis à nu la fragilité stratégique des pays arabes et leur dépendance persistante à des alliances extérieures souvent instrumentalisées contre eux.

Le Sommet arabo-islamique extraordinaire tenu à Doha le 15 septembre a réagi avec force. Son communiqué final a condamné unanimement l'agression, exprimé une solidarité totale avec le Qatar et rappelé que cette attaque compromettrait la paix régionale. Les termes employés — génocide, nettoyage ethnique, blocus, colonisation, expansionnisme — rappellent que le conflit ne se limite plus à la Palestine : il englobe désormais l'ensemble de l'architecture sécuritaire du Moyen-Orient.

UN FRONT UNI AUTOUR DU QATAR

Rarement, le monde arabe et islamique a parlé d'une seule voix avec une telle clarté. L'agression contre Doha est perçue comme une atteinte contre chacun des Etats membres. En affirmant soutenir les mesures de défense du Qatar, le sommet réactive l'idée d'une sécurité collective arabe, longtemps restée lettre morte.

Cette unité résonne fortement avec l'analyse du Quotidien d'Oran : le bombardement de Doha est un signal d'alarme, une invitation à sortir de la dépendance stratégique envers l'Occident et ses relais régionaux. Washington, à travers Israël, garde une mainmise sur la sécurité du Golfe, mais l'attaque a montré le coût de cette tutelle : fragilité et exposition permanentes.

LES ACCORDS D'ABRAHAM : UNE ILLUSION STRATÉGIQUE

L'agression israélienne contre le Qatar met aussi en lumière l'erreur stratégique des accords d'Abraham, imposés par Washington à plusieurs pays du Golfe. Présentés comme une ouverture vers un «nouveau Moyen-Orient», ces accords ont en réalité consacré Israël comme proxy des Etats-Unis dans la région. Beaucoup de dirigeants du Golfe ont cru qu'en

normalisant avec Tel-Aviv, ils garantiraient une stabilité et un bon voisinage. C'était une illusion. L'attaque contre Doha démontre qu'Israël ne cherche pas l'intégration pacifique, mais bien la domination régionale, par la force et la dissuasion militaire, en plaçant la souveraineté arabe sous une menace permanente.

MULTIPOLARITÉ ET AUTONOMIE : UNE RECOMPOSITION INÉVITABLE

Le quotidien algérien soulignait déjà que la survie politique et stratégique du monde arabe exige une recomposition profonde : Diversifier les alliances, en s'appuyant sur la multipolarité incarnée par la Chine, la Russie, l'Inde et les BRICS.

Développer une autonomie économique fondée sur l'industrie, l'énergie renouvelable, l'agriculture et l'innovation technologique.

Construire une coopération régionale qui transcende les divisions idéologiques et confessionnelles.

Le communiqué final de Doha reprend implicitement ces axes. En appelant à une action juridique, diplomatique et économique contre Israël, en soutenant la CPI et en demandant une conférence internationale pour une solution à deux Etats, il montre que l'ère des simples condamnations verbales doit céder la

place à des instruments concrets de souveraineté collective.

LA JEUNESSE COMME MOTEUR

L'article du Quotidien d'Oran insistait sur la nécessité de mobiliser la jeunesse arabe, non comme spectatrice mais comme actrice d'un nouvel horizon politique. Le sommet n'a pas explicitement évoqué ce point, mais la logique de souveraineté et de dignité, exprimée à Doha, ne pourra prendre racine qu'à travers l'adhésion des nouvelles générations.

Cette jeunesse, confrontée au chômage, à l'exil forcé ou à l'exclusion politique, voit dans ces agressions une démonstration : tant que la dépendance perdurera, la vulnérabilité sera la règle. L'unité proclamée à Doha doit donc se traduire par des politiques internes capables de donner aux jeunes un rôle concret dans l'économie, la recherche, et la gouvernance.

ENTRE RUPTURE ET OPPORTUNITÉ

L'agression israélienne contre Doha a produit l'inverse de ce qu'elle visait : au lieu d'intimider, elle a catalysé une unité arabo-islamique que beaucoup croyaient impossible. L'Algérie, fidèle à sa doctrine de non-alignement, y voit la confirmation de ses choix stratégiques. Le Qatar, de médiateur, devient symbole de souveraineté violée mais aussi acteur clé d'un front régional.

La question est désormais claire : le monde arabe saura-t-il transformer cette indignation collective en une véritable architecture de sécurité et de coopération ?

Le communiqué de Doha trace la voie, et l'analyse du Quotidien d'Oran le rappelle : l'heure n'est plus aux divisions et aux dépendances, mais à la construction d'un ordre multipolaire où les Arabes et les musulmans prennent leur destin en main.

Deux poids, deux mesures : quand la liberté d'expression perd son équilibre

Soutenir Israël relève d'une opinion légitime ; défendre la Palestine expose à des accusations graves. Une asymétrie inquiétante qui interroge la cohérence des démocraties.

Par Berkane Larbi*

La liberté d'expression est souvent présentée comme un droit inaliénable, gravé dans les Constitutions et célébré comme l'un des piliers d'une République. Pourtant, lorsqu'il s'agit du conflit israélo-palestinien, ce principe semble soudainement se fissurer. Exprimer sa solidarité avec Israël est perçu comme un positionnement respectable, presque naturel ; en revanche, afficher son soutien à la Palestine expose à une avalanche de soupçons : apologie de terrorisme, complaisance idéologique, voire antisémitisme. Cette asymétrie n'est pas seulement choquante : elle révèle une incohérence profonde au cœur même des démocraties modernes.

La liberté d'expression est censée permettre à chacun de défendre des idées, d'alerter sur des injustices et de contester l'ordre établi. Mais à mesure que la crise au Proche-Orient s'intensifie, la tolérance vis-à-vis des discours liés à ce conflit se rétrécit. Dans de nombreux pays occidentaux, afficher un drapeau israélien ou proclamer son attachement à l'État hébreu ne soulève aucune controverse majeure.

À l'inverse, brandir un drapeau palestinien, appeler à un cessez-le-feu ou dénoncer les bombardements sur Gaza est parfois assimilé à une complicité idéologique avec des groupes qualifiés de terroristes.

Ce contraste interroge. Pourquoi deux positions politiques, toutes deux légitimes au regard du droit international, ne bénéficient-elles pas du même traitement ? Comment expliquer qu'un discours en faveur d'Israël soit perçu comme rationnel, alors que celui en faveur

de la Palestine est rapidement criminalisé ? La gravité des termes utilisés pour qualifier les soutiens à la Palestine contribue à verrouiller le débat. Être taxé d'« antisémitisme » ou d'« apologiste du terrorisme » n'est pas une simple divergence d'opinion : c'est une mise à l'index sociale et judiciaire. Une telle stigmatisation dissuade les citoyens, les universitaires, voire les élus, d'exprimer une critique, même modérée, de la politique israélienne. De ce fait, le champ de la parole publique se rétrécit et la complexité d'un conflit ancien est réduite à une opposition caricaturale : d'un côté les « démocrates », de l'autre les « extrémistes ».

Pourtant, soutenir la cause palestinienne ne revient pas à cautionner la violence armée. Beaucoup se limitent à rappeler des principes universels : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la condamnation des souffrances infligées aux civils, ou encore l'exigence d'un règlement pacifique du conflit. Assimiler ces revendications à une menace sécuritaire traduit une confusion volontaire entre solidarité humanitaire et radicalisme politique.

Les médias jouent un rôle essentiel dans la diffusion de cette perception asymétrique. Les images et les mots utilisés ne sont jamais neutres. On parle de « représailles » lorsqu'il s'agit des actions israéliennes, mais de « terrorisme » pour les mêmes actes commis par des Palestiniens. Ce choix lexical façonne l'opinion publique et renforce l'idée qu'un camp est systématiquement légitime tandis que l'autre ne l'est pas.

Les gouvernements occidentaux quant à eux, adoptent souvent des mesures restrictives : interdiction de manifestations pro-palestiniennes, sanctions contre des associations, surveillance accrue de certains militants. Ces décisions, justifiées au nom de l'ordre public, renforcent le sentiment que toutes les opinions ne jouissent pas du même espace de visibilité.

Le cœur du problème n'est pas le conflit en lui-même, mais la crédibilité de la démocratie occidentale. Peut-on défendre sincèrement la liberté d'expression si celle-ci ne s'applique qu'à certaines causes jugées « acceptables » ? La démocratie ne se mesure pas à la capacité de protéger les opinions majoritaires, mais à sa faculté d'accueillir des voix minoritaires, critiques ou dérangeantes. En établissant une hiérarchie entre les causes, les sociétés démocratiques prennent le risque

d'alimenter une défiance croissante envers leurs institutions. Les citoyens perçoivent cette incohérence et en concluent que les principes affichés ne sont que des slogans vides, appliqués à géométrie variable.

Il ne s'agit pas de nier la complexité du conflit israélo-palestinien ni d'ignorer les sensibilités liées à l'histoire tragique du XXe siècle. Mais la protection de la liberté d'expression doit transcender ces considérations.

Elle implique de permettre à chacun de dénoncer les injustices, qu'elles soient subies par des civils israéliens ou palestiniens, sans craindre une sanction inégale.

Cette disparité trouve un écho dans la sphère médiatique française. Plusieurs observateurs indépendants, comme l'association Acrimed, ont analysé la couverture de certains titres et chaînes (notamment Le Parisien et BFM TV) et pointé une tendance récurrente : donner davantage d'espace aux sources officielles israéliennes tout en « invisibilisant » la réalité vécue par les civils palestiniens. Le récit médiatique s'en trouve orienté, ce qui influence inévitablement l'opinion publique [Acrimed, 2024].

Le quotidien Le Monde, pour sa part, a reconnu que l'accès restreint à Gaza constitue une contrainte majeure pour les reporters, ce qui rend difficile la collecte de témoignages indépendants et contribue indirectement à renforcer la domination du récit israélien [Le Monde, 2023]. Cette nuance est importante : le déséquilibre médiatique ne découle pas seulement de choix éditoriaux, mais aussi de conditions de travail imposées aux journalistes sur le terrain.

Les recherches académiques abondent dans le même sens. Une étude comparative publiée en 2025 (MDPI Journal) a montré que la couverture médiatique française du conflit tendait à présenter Israël sous un jour plus favorable que dans d'autres pays européens. Loin d'être marginales, ces différences révèlent des biais structurels qui façonnent la perception collective du conflit [MDPI, 2025].

La polémique ne s'arrête pas aux salles de rédaction. Même l'Agence France-Presse (AFP), réputée pour sa neutralité, a été publiquement interpellée par des responsables politiques français sur ses choix lexicaux : fallait-il parler de « terroristes » ou de « combattants », de « frappes ciblées » ou de « bombardements »

? Ces débats illustrent à quel point le vocabulaire, loin d'être neutre, participe d'une bataille idéologique qui déborde largement la seule sphère journalistique [Auditions AFP, 2024]. Ces constats nourrissent une impression d'injustice chez de nombreux citoyens.

Ils rappellent que, dans l'espace public français, défendre Israël relève d'une opinion protégée et banalisée, alors que défendre la Palestine devient un acte suspect, passible de suspicion morale ou même de sanctions juridiques. Ce deux poids deux mesures affaiblit la cohérence démocratique et fragilise l'idéal même de liberté d'expression.

En définitive, la question dépasse le seul conflit du Proche-Orient. Elle interroge le fonctionnement des démocraties contemporaines, qui prétendent garantir l'égalité des voix tout en tolérant de telles asymétries. Le débat public, pour être crédible, doit permettre à toutes les opinions de s'exprimer sans crainte d'être disqualifiées a priori. La liberté.

La liberté d'expression n'a de sens que si elle s'applique universellement, y compris aux voix qui dérangent. Restreindre ou criminaliser le soutien à la Palestine, tout en valorisant celui à Israël, revient à instaurer un « deux poids, deux mesures » incompatible avec l'idéal démocratique. Si les sociétés occidentales veulent rester fidèles à leurs principes fondateurs, elles doivent garantir à chacun le droit d'exprimer son opinion, qu'elle soit en faveur de l'un ou de l'autre camp.

La démocratie, pour être crédible, ne peut se permettre d'être sélective : elle doit demeurer un espace ouvert, où toutes les voix comptent et où la vérité se cherche dans le débat, non dans la censure.

*Un cadre d'état en retraite

. Bibliographie
Acrimed (2024) – Le traitement médiatique du conflit Israël-Palestine dans la presse française [Acrimed.org]
· Le Monde (2023) – « Enquêter à Gaza : les contraintes du terrain »
· MDPI Journal (2025) – Media Framing of the Israel-Gaza War in Europe: A Comparative Study
· Get The Trolls Out! (GTTO, 2024) – Rapport sur la couverture médiatique européenne du conflit Israël-Palestine
· Auditions AFP (2024) – Débats institutionnels sur le traitement lexical et éditorial de l'agence.

Reconnaissance d'État : quand l'histoire inverse les rôles entre Israël et la Palestine

L'histoire contemporaine du Proche-Orient est marquée par une étonnante inversion des rôles en matière de légitimité étatique. En 1948, la communauté internationale s'est mobilisée pour donner une existence juridique et politique à l'État d'Israël, proclamé au terme d'un long processus sioniste et d'un vote décisif des Nations unies. La Palestine, pourtant présente de longue date sur le plan historique, culturel et humain, fut reléguée à l'arrière-plan. Soixante-quinze ans plus tard, la situation est renversée : Israël est solidement implanté, reconnu par la quasi-totalité des pays, tandis que la Palestine poursuit un combat diplomatique acharné pour obtenir la pleine reconnaissance de son existence étatique. Ce retournement illustre les contradictions profondes du droit international et les déséquilibres persistants dans le traitement de ce conflit.

Un État né sous le sceau de la reconnaissance internationale, le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'État d'Israël. À peine quelques heures plus tard, Washington et Moscou reconnaissent la nouvelle entité. Le soutien des grandes puissances contribue à renforcer sa légitimité, en dépit d'un contexte de guerre avec les pays arabes voisins et de l'exode massif de centaines de milliers de Palestiniens.

Le plan de partage adopté par l'ONU en 1947 prévoyait pourtant la création de deux États distincts : l'un juif, l'autre arabe. Mais

seul le premier vit le jour. Les Palestiniens, privés d'un cadre institutionnel reconnu, se retrouvèrent dispersés entre la Cisjordanie, annexée par la Jordanie, la bande de Gaza, administrée par l'Égypte, et les camps de réfugiés disséminés au Moyen-Orient. Leur cause resta longtemps marginalisée dans les forums internationaux.

La Palestine : une existence niée puis fragilisée, contrairement à Israël, dont l'édification fut appuyée par la communauté internationale, la Palestine dut composer avec une mise sous tutelle de fait.

Pourtant, la présence palestinienne est ancienne : elle s'appuie sur des siècles d'histoire, une culture enracinée et un sentiment identitaire puissant. Mais l'absence d'État reconnu et l'éclatement territorial affaiblirent durablement leur représentation politique.

Dans les années 1960, la création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) constitua un tournant.

Sous la direction de Yasser Arafat, les Palestiniens réussirent à imposer leur cause sur la scène mondiale. En 1974, l'ONU reconnut l'OLP comme « représentant légitime du peuple palestinien ». Mais la reconnaissance d'un État souverain restait hors de portée, notamment en raison de l'occupation israélienne des territoires palestiniens après la guerre de 1967. Un renversement diplomatique.

À partir des années 1990, avec les accords d'Oslo, l'idée d'un État palestinien trouva une traduction institutionnelle : création de

l'Autorité palestinienne, division des territoires en zones administrées partiellement par les Palestiniens. Mais le processus de paix s'essouffla rapidement.

En 1988 déjà, le Conseil national palestinien avait proclamé l'État de Palestine à Alger, une initiative reconnue par plusieurs pays arabes et non-alignés. En 2012, un pas symbolique majeur fut franchi lorsque l'Assemblée générale des Nations unies accorda à la Palestine le statut d'« État observateur non membre ». Aujourd'hui, plus de 140 pays reconnaissent officiellement la Palestine. Cependant, les États-Unis, Israël et plusieurs puissances occidentales, dont certaines nations européennes, continuent de s'y opposer, considérant que cette reconnaissance doit découler d'un accord de paix bilatéral. L'ironie d'un renversement historique.

Ce contraste révèle une ironie historique profonde. En 1948, Israël plaidait pour son existence politique, brandissant le droit à l'autodétermination et la nécessité d'un refuge après la Shoah.

Aujourd'hui, c'est la Palestine qui formule les mêmes arguments, réclamant un espace souverain où son peuple puisse vivre librement et en sécurité. Entre-temps, Israël est devenu une puissance régionale dotée d'institutions solides, d'une économie dynamique et d'un réseau diplomatique étendu.

La Palestine, quant à elle, reste morcelée : la Cisjordanie est confrontée à l'expansion continue des colonies israéliennes, tandis que Gaza vit sous blocus depuis près de deux dé-

cennies. La division politique entre le Fatah et le Hamas complique encore la perspective d'un État uni et reconnu. Une question de droit mais aussi de rapports de force.

La reconnaissance d'un État ne relève pas seulement du droit international ; elle dépend aussi de rapports de force politiques. Israël a bénéficié dès sa naissance d'un appui stratégique des grandes puissances.

La Palestine, en revanche, se heurte à la réticence de pays influents, pour lesquels une telle reconnaissance pourrait bouleverser l'équilibre fragile de la région et compromettre les négociations.

Ce décalage met en lumière les limites d'un système international qui prétend défendre l'égalité des peuples, mais qui, dans les faits, consacre les plus forts au détriment des plus faibles.

Du point de vue historique, la situation actuelle apparaît comme un retournement presque ironique : l'État qui fut autrefois mendiant de reconnaissance est aujourd'hui solidement établi, tandis que celui qui existait de « belle lurette », selon l'expression populaire, demeure en quête d'une légitimité internationale pleine et entière.

Au-delà des débats juridiques et diplomatiques, cette réalité interroge la crédibilité d'un ordre mondial qui se veut garant du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Palestine, plus qu'une entité politique en devenir, est devenue le symbole d'un État promis mais toujours différé.

Berkane Larbi

Europe : la banalité du mal

Les discours tenus en Occident en général et en France en particulier, bien qu'ayant des approches différentes, utilisent le même amalgame fondamental et des procédures rhétoriques similaires.

Par Ibrahim Taouti*

Le premier amalgame est l'asimilation Antisionisme = Antisémitisme, cœur de tous ces discours.

L'antisionisme combat une politi que discriminatoire. L'antisémitisme est une notion créée en 1880 par Wilhelm Marr pour qualifier le discours antijuif. Les deux sont fondamentalement différentes. L'antisémitisme est devenu une idéologie raciste qui hait les Juifs comme groupe ethnico-religieux, indépendamment de leurs actions ou de l'existence de l'entité sioniste. Au contraire, l'antisionisme est une simple opinion politique qui critique le sionisme comme projet politique (État-nation juif), notamment sous sa forme discriminatoire actuelle et/ou les politiques spécifiques de cette entité.

En Occident, la critique de l'entité est nécessairement La haine des Juifs. La confusion permet de discréditer toute opposition politique qualifiée de racisme, pour diaboliser l'autre et pour fonder de pseudo théories : Complot, Grand Remplacement. En France, il y a un ennemi unique et omnipotent, la «petite bourgeoisie intellectuelle», LFI et Jean-Luc Mélenchon en particulier, dépeints comme les architectes d'une stratégie machiavélique délibérée pour répandre l'antisémitisme en la liant à des termes spécifiques : «inoculer», «bréviaire lénino-trotskyiste», etc. et autres termes liés à la théorie du complot. La droite utilise un langage incendiaire et déshumanisant, comme «nazifier», «vermine», «exterminer la figure du Mal». Son but est de créer une peur viscérale et d'empêcher toute discussion rationnelle sur les crimes sionistes en particulier. En outre, le discours qui utilise cet amalgame et des rhétoriques similaires fait des généralisations abusives et essentialise et généralise sa cible : les «musulmans», en affirmant que l'antisémitisme est «inscrit dans l'histoire et dans la culture» des «immigrés» et/ou des «français musulmans». L'assertion est raciste, ignorant la diversité des croyances et des opinions au sein même de cette communauté. Des musulmans ont récemment chanté au président de l'entité sioniste. La généralisation vise aussi «la gauche historique» associée à l'antisémitisme par l'évocation du passé soviétique, afin d'accuser la gauche actuelle (LFI) de perpétuer un «héritage».

Le discours pro-sioniste instrumentalise également l'Histoire et la victimisation, un usage sélectif : l'évocation des crimes soviétiques contre les Juifs n'est pas citée pour une réflexion honnête. Elle vise à discréditer toute critique de l'entité sioniste. C'est l'extrême droite des régimes d'Europe qui est l'auteur des crimes. En effet, en dépit de ce qu'enseigne l'histoire, elle prend la posture de la victime « Absolue » sous l'étiquette «défendre les Juifs, c'est défendre la République», plaçant la communauté juive en symbole unique de la République pour se dédouaner de ses crimes passés et pour rendre invisible une autre composante de la nation.

Elle interdit toute critique légitime. Il y a aussi ceux qui abusent de la psychologisation en faisant référence à Freud et Kafka pour expliquer l'antisionisme par une «culpabilité malade», «haine de soi» et une recherche d'idéologies «purificatrices». C'est leur façon de pathologiser et décrédibiliser l'opinion adverse sans répondre à ses arguments, voire en niant l'évidence des crimes sionistes excusés par les crimes passés des nazis et de leurs complices, tous venant de l'extrême droite. Mais quelle est la définition légale de l'anti-

sémitisme ? Prenons celle de l'IHRA. Si elle inclut le fait de nier au peuple juif son droit à l'autodétermination, elle précise de façon explicite que «critiquer le gouvernement israélien comme on critiquerait tout autre gouvernement» n'est pas antisémite. Des Juifs nombreux dans le monde sont antisionistes ou fervents critiques de la politique sioniste.

PEUT-ON LES ACCUSER D'ANTISÉMITISME ?

L'amalgame entretenu est un outil politique servant à la stratégie de l'intimidation de l'autre, souvent utilisé pour faire taire toute critique légitime, disqualifiée d'emblée comme raciste et antisémite ! C'est un obstacle au débat démocratique sur la politique et les droits humains. L'extrême droite et ses chefs nient la complexité du conflit en Palestine, réduit à une lutte du «Bien contre le Mal». C'est infantiliser les gens jugés incapables de discerner le bien du mal.

Il est impératif de rejeter généralisations et essentialisations. Lutter contre le racisme est nécessaire, à condition de rejeter fermement la généralisation qui fait des musulmans et des immigrés un bloc monolithique de l'antisémitisme. Cette forme de racisme alimente les tensions entre communautés. C'est ce qu'ils veulent. Leur discours nie la richesse et la grande diversité des opinions, y compris au sein de la «petite bourgeoisie intellectuelle» de gauche et de l'électorat de LFI, qui critiquent la politique sioniste par souci des droits humains et du droit international, non par haine des Juifs à laquelle toute voix critique est insidieusement réduite.

En Occident en particulier, on doit revendiquer la légitimité de la critique politique et soutenir les droits humains. La critique de l'occupation, de la colonisation, des bombardements à Gaza ou du traitement des Palestiniens est une critique fondée sur le droit international et principes universels des droits humains. Elle est légitime, nécessaire et vitale à toute l'humanité.

Pourquoi défendre le droit au blasphème par des caricatures offensant les musulmans du Globe et interdire la critique politique du sionisme ? La critique est la base de la démocratie. Dans tout État qui s'en revendique, toute idéologie nationale (le sionisme) peut et doit pouvoir être critiqué sans que ses supporters ne crient à la diffamation, au racisme, à l'antisémitisme.

Le Monde est un village. Il est nécessaire, voire impérieux, de refuser la victimisation compétitive. On doit reconnaître toutes les souffrances et condamner l'antisémitisme réel, pas celui construit par amalgame. On doit aussi se soucier du sort des Palestiniens. On oublie qu'ils sont tout aussi sémites que les Juifs ! Les crimes sionistes contre eux sont documentés par des sources crédibles, nationales et internationales. La violation par les sio-

nistes du droit international est volontaire et massive : à Gaza la population vit la crise humanitaire à la vue et l'ouï du Monde ; en Cisjordanie la poursuite de la colonisation illégale par l'incendie des oliveraies et la destruction de l'habitat l'est tout autant.

L'activation sans précédent des mécanismes judiciaires internationaux (CIJ, CPI) pour examiner ces crimes reflète les divisions de la communauté internationale, non sur la réalité des faits mais sur la réponse à y apporter. Les crimes sont commis (de guerre, contre l'humanité, génocide) selon les juridictions compétentes et les standards juridiques. Pourtant, le discours crée un faux dilemme. Défendre la République, c'est défendre le droit à la critique et non exiger une adhésion de façon inconditionnelle à la politique du gouvernement sioniste qui, après tout, est étranger à l'Europe ! Le critiquer ce n'est pas la haine de sa population comme le prétend l'extrême droite par ses théories fumeuses et ses généralisations racistes. La critique politique est légitime. Elle est fondée en droit et en éthique, c'est-à-dire loin du chantage émotionnel qui vise à empêcher tout débat serein, éthique, juridique et politique.

La définition de l'antisémitisme par l'Alliance Internationale pour la Mémoire de l'Holocauste (IHRA) a été adoptée par l'Union Européenne (UE). Sur cette base, le Conseil de l'UE a adopté une déclaration (déc. 2020) invitant «les États membres, les institutions de l'UE et la société civile à utiliser et promouvoir la définition pratique de l'antisémitisme de l'IHRA comme outil éducatif efficace». L'antisémitisme «est une certaine perception des Juifs qui peut se manifester par une haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme sont dirigées contre des personnes juives ou non juives et/ou leurs biens, contre des institutions communautaires et des lieux de culte juifs.» Mais critiquer Israël (comme) tout autre État, ne peut pas être considéré comme antisémite. La France a adopté cette définition. L'Allemagne aussi. Mais si l'interprétation judiciaire de la critique de l'entité n'est pas jugée illégale ni considérée antisémite, dans le débat politique et sociétal, les voix de l'extrême droite privilégient le faux en accusant d'antisémitisme toute voix critique de l'entité dans un affrontement souvent alimenté et encouragé par le CRIF. Tous les musulmans sont ciblés. Le recteur de la Grande mosquée de Paris a demandé, pour que cette réalité soit «objectivée», qu'une enquête soit menée par l'institut Ifop. Le 16 septembre 2025 les résultats publiés montrent que deux musulmans sur trois ont été victimes de comportement raciste au cours des cinq dernières années.

Pourquoi des têtes de cochon sont mises devant l'entrée de neuf mosquées, sinon pour provoquer à l'affrontement souhaité ? La «banalité du mal» ronge l'Europe, France en tête. Un Mal issu de l'incapacité à exercer l'esprit

critique, à se mettre à la place de l'autre composante de la société, annonçant une autre Shoah. Le discours dominant banalise les préjugés souvent portés par des personnes «banales», ordinaires, qui ne se perçoivent pas comme racistes. Or, des propos racistes sont tenus aussi bien par des gens engagés en politique mais en mal de popularité, que par des gens ordinaires, se considérant bons citoyens, soumis à la propagation de stéréotypes, à la xénophobie et la discrimination.

Ce sont des autorités qui les y incitent, un ministre de l'intérieur transmettait ses préjugés comme évidences, répétées par conformisme. Ce ministre utilisait sa bureaucratie pour systématiser son crédo, devenu celui du système et transcrit dans des règles de contrôle au faciès, de lois sur l'immigration, d'un travail administratif appliqué par un fonctionnaire sans haine personnelle, c'est juste «son travail», par des algorithmes de recrutement biaisés, expliquant ces regards de travers dans les transports en commun. Les OQTF cachent le discours raciste derrière un langage neutre, technique (intégration, préférence nationale, immigration de la misère du monde, insécurité ...). Ce langage est vide de la substance des réalités humaines. On gère un «stock», on banalise le discours de haine. On signe un décret pour respecter un programme électoral, sans penser aux conséquences humaines. Même le journaliste qui relaye sans recul des chiffres et propos anxigènes, vise à faire de l'audimat. Le citoyen aussi partage, sans vérifier, une rumeur xénophobe sur les réseaux sociaux. Tous agissent par carriérisme, routine, paresse intellectuelle, souci de conformité, relais du sionisme ou d'un discours nouveau ciblant, par exemple, l'Algérie qui est déniée en particulier. El Moudjahid révélait (6 août 2025) que : «2.500 articles en France, tous médias confondus» ont négativement visé l'Algérie. Ils écrivent, parlent et agissent par «banalité» du mal. Pourtant, la responsabilité est individuelle : penser et juger, même dans un système. Le danger est insidieux car venant des extrémistes, des discours et pratiques qui déshumanisent l'Autre et qui sont acceptés sans réflexion. La critique du voile, de l'habit, de la croyance, etc. préludent l'agression morale (cochons devant la mosquée) puis physique : assassinat d'un musulman dans une mosquée. Européens : Où vous situez vous par rapport à vos normes et par rapport au discours de haine ? Ne réfléchissez-vous pas par vous-même ? Demandez-vous si vous avez de l'empathie, un jugement qui soit le votre ; lutez-vous contre le discours raciste ? Comprenez-vous comment des mécanismes apparemment ordinaires (routine, conformisme, bureaucratie) produisent et normalisent la violence symbolique, puis celle concrète devenant criminelle ? Acceptez-vous la «banalité du mal» ? En êtes-vous «Le» complice silencieux ? Ou alors allez-vous vous réveiller !

* Juriste

Inondations en Algérie : entre dérèglement climatique et défaillances locales !



Par Cherif Ali*

Depuis dimanche dernier, les températures ont chuté marquant l'un des épisodes climatiques les plus intenses de ces dernières années. Selon les Bulletins météorologiques spéciaux (BMS) de l'Office national de la météorologie (ONM), ces conditions extrêmes devraient persister jusqu'à demain. Pluies torrentielles, chutes de neige abondantes et températures glaciales se conjuguent pour redessiner le paysage de plusieurs wilayas.

Ces intempéries, n'ont pas été sans conséquences : inondations locales, routes coupées et risques accrus de glissements de terrain compliquent le quotidien des habitants.

Si certaines régions, comme la Capitale ou l'Est du pays sont concernées par ces risques d'inondations à l'orée de la saison automnale, tout le territoire est, en définitive, sensible à ce genre de catastrophes naturelles.

Comment expliquer sinon, qu'une pluie, aussi torrentielle soit-elle, pouvait en quelques heures seulement, submerger des pans entiers d'une ville voire une capitale comme Alger ? Des quartiers entiers, des parkings, des routes et des tunnels, se sont retrouvés sous les eaux très rapidement, causant d'importants dégâts. Les autorités concernées avaient pointé du doigt la météo, expliquant que primo « la quantité d'eau tombée en trois heures [à Alger] équivalait à la quantité d'habitude enregistrée durant un mois complet » et secundo « les avaloirs, quelles que soient leurs capacités, qui n'avaient pas pu absorber les quantités de pluie tombées en un laps de temps réduit ». Aujourd'hui, force est de constater qu'en l'absence de toute stratégie d'intervention des communes à moyen et à long termes, les mêmes erreurs et les mêmes défaillances se reproduisent de manière cyclique, avec leur lot de drames humains et de dégâts matériels, à l'orée de chaque saison automnale.

A leur décharge, il faut dire que les responsabiliser sur tout et rien, c'est quelque part aller vite en besogne au regard de la faiblesse des moyens mis à leur disposition !

- **Dans l'absolu, que peuvent-elles faire devant le « dérèglement climatique » qui touche l'ensemble des pays du bassin méditerranéen ?**

Anticiper pour le moins, les événements, alerter les populations, secourir les sinistrés, les reloger même provisoirement, car, c'est leur rôle ! Mais comme à chaque fois, la responsabilité est imputée à l'Office national de météorologie (ONM) : On lui reproche de ne pas cibler les localités exactes qui seront affectées par les intempéries, alors que son rôle se limite à donner des alertes à travers la diffusion des BMS (Bulletin météorologique spécial) en temps réel.

Raisonnablement, la météo ne peut faire face aux intempéries et aux inondations, d'autres facteurs interviennent justement dans cette situation. L'on cite souvent la mauvaise gestion des villes et la négligence.

Les collectivités locales n'accordent pas beaucoup d'importance au curage des avaloirs et des regards de la voirie. Ces travaux qui devraient être entrepris en été, auraient certainement permis d'éviter leur obstruction par les premières pluies automnales et le refoulement de ces eaux !

LE RISQUE ZÉRO N'EXISTE PAS !

Quelle que soit l'importance des mesures préventives, il faut s'adapter pour faire face aux différents risques par la mise en œuvre de moyens humains et matériels appropriés. Les pouvoirs publics ont le devoir, une fois l'évaluation des risques établie, d'organiser les moyens de secours nécessaires pour faire face aux crises. Cette organisation nécessite un partage équilibré des compétences entre l'État et les collectivités territoriales.

Le président d'APC est responsable de l'organisation des secours de première urgence en déclenchant le plan Orsec.

Ce plan, qui s'appuie sur les informations contenues dans le dossier d'information communal sur les risques majeurs, définit les me-



sures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et les consignes de sécurité et enfin la mise en œuvre des dispositions d'accompagnement et de soutien à la population. Le laisser-aller, l'absence, parfois, de plans Orsec et les interventions conjoncturelles d'un personnel non formé pour la circonstance aggravent la situation, quand la catastrophe se produit. Les opérations d'entretien préventif, quand elles ont lieu, ne doivent pas, en principe, s'inscrire dans un calendrier saisonnier, dans la mesure où les calamités sont imprévisibles, n'ont cessé de répéter tous les spécialistes de la question.

Il y a aussi le manque d'informations concernant la consistance et l'état des moyens à mutualiser et à mobiliser à l'échelon national et aussi des ressources humaines à réquisitionner quand la catastrophe touche une ou plusieurs wilayas, ce qui laisse perplexe les responsables en charge de coordonner les secours, en l'absence d'un fichier central informatisé.

Dans ce registre, un responsable du ministère des Ressources en Eau avait annoncé, il y a quelque temps, qu'un « Plan national de protection des villes contre les inondations » avait été établi, dans le cadre d'une stratégie allant jusqu'à 2030 ».

On a entendu aussi parler « d'une étude sur le phénomène des inondations en Algérie et les moyens de réduire leur impact », financée par l'Union européenne pour un coût de 1,2 million d'euros.

Simple effets d'annonce ou projets concrets, toujours est-il qu'au jour d'aujourd'hui, les inquiétudes demeurent et les Algériens se souviennent encore des drames causés par :

- Les inondations de Bab El-Oued (10 novembre 2001) et les torrents de boue qui se sont déversés dans l'oued principal du Frais-Vallon faisant 1000 victimes et aucun responsable n'a été inquiété !

- Celles de Ghardaïa en 2008, quand des pluies diluviennes se sont abattues sur la région pendant 48 heures. En amont, elles ont trouvé comme réceptacle des oueds et de là, les eaux ont déferlé, débordé et emporté tout sur leur passage, à travers huit communes, dont celle située dans la vallée du M'zab, Ghardaïa !

Le bilan s'est soldé par 49 morts, des dizaines de blessés et autant de personnes traumatisées, sans compter les dégâts matériels qui se chiffrent en milliards !

Le « déchaînement des éléments » est-il le seul

responsable de ce qui s'est passé à Ghardaïa, mais aussi à Bab El-Oued et toutes les régions qui en gardent encore les stigmates ?

Mais s'il venait à se produire une quelconque catastrophe dans une région où « on aurait fermé les yeux sur des habitations édifiées sur des conduites de gaz, ou des bâtisses construites dans des lits d'oueds, ou plus encore des travaux de réalisation ou de réfection bâclés par des entreprises non compétentes et qui auraient impacté, gravement, sur des citoyens ou leurs biens », chaque responsable, direct ou indirect, de cette situation aurait à répondre de sa négligence. Il faut aussi reconnaître qu'en l'état, nos communes sont démunies devant ces périls !

- **La plupart d'entre-elles ne disposent même pas d'un « système d'alerte et d'information de la population ».**

A cela il faut ajouter le manque d'organisation des services de nettoyage et d'entretien ainsi que le laxisme de certains responsables locaux qui ne prennent pas les mesures d'anticipation qui s'imposent en cette basse saison et qui ne donnent même pas suite aux BMS spéciaux qui leur sont transmis !

Les oueds menacent nos villes et les alertes météo vont être fréquentes et il n'est pas question de se défaire sur les autres, comme l'a fait, par exemple, l'ancien maire d'Alger-centre dans un entretien qu'il a accordé à un journal en ligne. S'expliquant sur les inondations provoquées par les premières pluies qui ont bloqué la circulation automobile pendant des heures, il a affirmé : « je pense que cela s'est produit à cause des travaux qui sont en cours et notamment le sable utilisé dans les chantiers ».

A la question de savoir qui était responsable, le maire bottant en touche, a pointé du doigt les entreprises SEAAL et Sonelgaz « qui font la sourde oreille à nos réclamations en refusant de remettre en état les lieux quand elles interviennent sur la chaussée, laissant sur place les gravats qui obstruent les avaloirs et les égouts ! ».

Pour notre bonne compréhension, rappelons que la gestion du risque d'inondations est partagée entre l'Etat et les Collectivités Locales.

En matière d'intervention, la coordination interministérielle doit revêtir, obligatoirement, un caractère intersectoriel, ce qui n'est pas souvent le cas et les résultats s'en ressentent.

Said Sayoud, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et des Transports, vient d'intégrer, très opportunément, dans la straté-

gie de son département, outre « l'amélioration des services publics » qui était pour lui une exigence, et qui est devenue aujourd'hui une réalité, la nécessité d'enclencher « un plan de réforme des collectivités locales » susceptible de les doter en nouveau mode d'organisation et de gestion, en mécanismes et outils, de manière à leur permettre de réaliser leurs objectifs.

Il faudrait organiser des cycles de formations en matière de « gestion des risques » pour les présidents d'APC, les doter en moyens de réalisation et d'intervention (camions et engins de toutes sortes), ces efforts doivent être absolument poursuivis, si l'on souhaite mettre au premier plan l'intelligence et l'innovation économiques, sortir de la dépendance des hydrocarbures et vivre de ce que nous pourrions produire.

Cela passe, nécessairement par l'engagement des responsables locaux, la dépenalisation de l'acte de gestion, mais également et surtout, par la « réforme des finances et de la fiscalité locales », celle-là même qui permettrait aux maires de valoriser leur patrimoine, profiter de leurs ressources et gisements fiscaux et partant, monter des projets et les financer sans recourir aux subventions de l'Etat.

En un mot, il s'agirait de faire fonctionner les communes comme des « entreprises » !

De ce qui précède, la problématique des inondations doit être, à l'orée de cette basse saison, une priorité pour le gouvernement de Ghrieb Sifi, car dans notre pays au climat semi-aride, voire aride dans la majeure partie, leur survenance ne peut-être qu'un paradoxe, mais quand cela se produit, l'impact est dramatique, autant sur les personnes que sur les biens !

En définitive, la récurrence des inondations en Algérie ne peut être imputée au seul « déchaînement des éléments ».

Si le dérèglement climatique amplifie les phénomènes extrêmes, les faiblesses structurelles, le manque d'anticipation et la gestion conjoncturelle des crises aggravent leurs conséquences. L'heure n'est plus aux constats ni aux effets d'annonce : il s'agit désormais d'ériger la gestion des risques majeurs en priorité nationale, en dotant les collectivités locales de moyens réels, en instaurant une culture de prévention et en renforçant la coordination intersectorielle. Car, dans un pays où l'eau est rare mais où les pluies se transforment en drames, chaque retard dans l'action coûte cher, en vies humaines comme en patrimoine collectif.

*Ancien Chef de Daira

Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres

L'AMOUR... L'AMITIÉ... LA VIE



Partout le même ciel



Roman de Hajar Bali.
Editions Barzakh, Alger, 2025,
315 pages, 1 400 dinars

Ils sont jeunes, encore lycéens, ils habitent Alger, ils ont des parents compréhensifs... C'est la fin des années 2010, au temps du bouteflikisme décadent (Le 3^{ème} mandat de trop !?) et une société qui ose commencer à douter... et à le proclamer.

On a donc Wafa, dix-sept ans, et Adel, vingt ans. Ils s'aiment d'un amour farouche et ardent... celui de nos 18-20 ans. Ils veulent inventer la vie, s'émanciper des pesanteurs familiales sans pour autant verser dans l'irrespect.

Il y a, aussi, rencontré par hasard (en fait, nos deux tourtereaux ont tenté de cambrioler le domicile de la maman), Sami, un universitaire, quadragénaire misanthrope et marginal, ancien prof' de philo (il a démissionné de son poste, et vit avec sa mère une veuve pensionnée... à l'aise), encore portant beau. Désireux de les « récupérer », il devient leur pygmalion, et cherche à les initier à la mystique musulmane, la philo, la littérature. Un intellectuel « égaré », cherchant une « raison de vivre » et de croire en quelque chose de palpable, et le don de soi à celui qui ne peut vous contraindre, dont l'amitié, se fixant pour mission de « sauver » ces (« ses ») enfants perdus dans une société elle-même de plus en plus déboussolée. Un trio marqué par une relation fusionnelle dans une ambiance d'amitié, d'amour (s), de projets (d'émigration), de réussite commerciale, mais aussi et surtout de révolutionnarisme... intime et politique, le système ne pouvant plus être supporté et l'être humain, tout particulièrement le jeune, ne se sentant pas bien dans sa peau. On aura donc le Hirak... et bien d'autres choses.

L'Auteure : Dalila Kadi-Hanifi de son vrai nom. Née en 1961, enseignante de mathématiques (Université de Bab Ezzouar/ Alger). Dramaturge, déjà auteure de deux romans, « Écorces » (2020) et « Partout le même ciel », d'un recueil de pièces théâtrales et d'un recueil de nouvelles. En plus d'une participation à un ouvrage collectif, « Al-

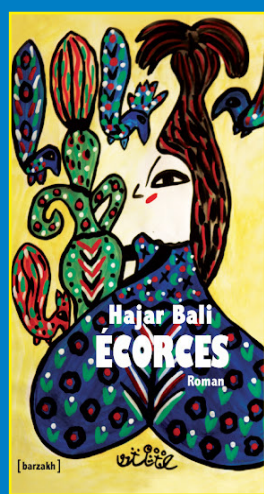
ger, quand la ville dort » (Editions Barzakh, 2010), un recueil de nouvelles accompagnées de photographies.

Extraits : « Il dit qu'il est le fils spirituel de Saint Augustin, qu'il a eu une vision à Souk Ahras, au pied d'un olivier. Il faisait une sieste en solitaire et a ressenti quasi physiquement une invitation à se purifier. Il n'est pas fou, c'est juste un intellectuel » (p 37), « Il y a beaucoup de maladies, en ce moment. C'est comme si les gens voulaient être malades » (p 54), « Ils se disaient militants communistes. Mais ils ne se mêlaient quasiment jamais au monde qu'ils prétendaient déchiffrer » (p 87), « Attachés à la foi sans rien y comprendre. Ils se repassent en boucle et en imagination les événements du film « El Rissala »/Comme nous/ Ah, il en a fait des dégâts, ce film. On vit un chevauchement temporel. C'est pour ça qu'on s'entretue régulièrement » (p 170), « Au Caire, le temps prend son temps » (p 172), « La grande majorité de ces jeunes est sans avis, leurs âmes sont vidées de l'intérieur. Pas d'interrogations, pas de joie de vivre, ils sont pourtant jeunes. Quelque chose les tourmente, qu'ils n'osent même pas appeler doute. C'est dur à vivre » (p 258).

Avis Un roman à l'écriture libre qui n'évite pas la poésie... Une tranche de l'Histoire contemporaine du pays. Souvent heurtée, à travers une belle histoire d'amour et des interrogations à n'en plus finir. On commence à lire... on hésite... mais on continue.

Citations : « L'amour se nourrit de périls, de détresse et de manques » (p 40), « Faut être bourgeois, ou enfant gâté, pour penser mériter quoi que ce soit dans ce monde, et surtout au-delà » (p 43), « Les cheveux d'une femme rivalisent en puissance et en mystère avec Dieu. Cela explique que les hommes cherchent à les emprisonner » (p 54), « L'intimité, aux yeux du Tout-Puissant, est tellement sacrée qu'elle se doit d'être respectée, y compris par les anges » (p 135), « La beauté, c'est dangereux pour la raison » (p 137), « Il est rare que les gens heureux aient assez de tact, ou de dignité. Il est également rare que les malchanceux voient au-delà d'eux-mêmes. De leur échec » (p147), « Les frustrations, ça mène aussi à la guerre » (p194), « La soumission des femmes aux caprices ou aux stupidités des hommes est une humiliation pour eux » (p 212), « Le romancier est comme tout créateur. Il se refait en permanence. Il enlève des bouts ici et là, va chercher dans le passé d'autres bouts, fait surgir du tréfonds quelques éclairs de génie ou de noirceur. Ce modelage est à chaque fois unique et insatisfaisant pour lui. Quelque chose est imparfait. Alors, il recommence » (p 217), « Tant que la révolution n'a pas eu lieu, on n'en parle pas. C'est comme la mort » (p 240), « Tout se fabrique à partir du connu, du perçu, du pressenti. Rien ne sort de rien. Ce quoi change, c'est la façon de composer les enchevêtrements » (p 272), « Être une merde, c'est se définir comme élite, c'est se donner le droit d'établir des théories et des jugements » (p 296).

Ecorces



Roman de Hajar Bali.
Editions Barzakh, Alger, 2020, 273 pages, 900 dinars (Fiche de lecture déjà publiée en décembre 2020. Extraits pour rappel. Fiche complète in www.almanach-dz.com/population/bibliotheque/almanach)

On a l'arrière-grand-mère, « Son Altesse » Baya, 95 ans, la matriarche... puis la grand-mère, Fatima, la bru chérie choisie dès l'enfance et élevée pour ce faire, devenue veuve (du chahid Haroun-Vincent (lisez, vous comprendrez... les dégâts collatéraux de la guerre), un fils adoré, menuisier et surtout poète puis Meriem (dont l'époux Kamel, un « naïf » qui s'est retrouvé en prison pour longtemps, durant la décennie rouge, pour avoir fait trop confiance aux « barbus » du quartier qui se sont servis de sa menuiserie pour cacher des armes) et, enfin, l'arrière-petit-fils, le chéri et le protégé de toutes ces dames, Nour, 23 ans, étudiant en mathématiques, plein de vie et surtout d'espoirs... d'une « autre vie »... qui ne sait plus où donner de la tête pour s'échapper... d'un appartement de plus en plus exi-

gu et, surtout, de la surveillance serrée de ces dames... Ce n'est pas fini : il y eut aussi Mayssa... la maîtresse cachée et premier (et unique ?) amour de Kamel(...)

Un récit labyrinthique... Un morceau de société à l'image de la vie politique ?

L'Auteure : Voir plus haut

Extraits : (...), « Il n'y a pas de désert. Mais on avance plus vite là-bas. Je crois que c'est ce qu'il faut chercher. A avancer plus vite. A embrasser l'univers. Vite. Avant que... Avant que la lumière magnétique ne nous quitte » (p 213), « Quand on vient au monde, l'équation s'écrit. Nous nous agitions pour enlever des poussières alors que le moindre mouvement, le moindre vécu, introduit des paramètres à l'équation première. Elle s'épanouit, se

renforce, finit par avoir raison de nous. Ce que vivent les gens détermine ce qu'ils sont. On n'y peut rien » (p 230).

Avis L'écriture compliquée d'une histoire compliquée d'une famille compliquée traversant l'histoire compliquée d'une société compliquée dans un pays... de plus en plus compliqué. (...)

Citations : (...), « Comme la miséricorde de Dieu, l'amnistie est refusée aux plus faibles, aux moins chanceux, aux moins quémandeurs. On absout les plus visibles, on oublie les autres. L'exemple est ainsi donné, l'honneur de la nation est sauf. Les timides ne parleront pas » (p 87), « Le monde se transforme sans arrêt. C'est nous qui le freinons parce que nous nous donnons le droit d'en stopper les contingences » (p 93).

Pour relancer un projet routier structurant Démolition des constructions illicites à Bir El Djir

J. Boukraa

Cette action a concerné l'enlèvement de baraques et de constructions précaires érigées de manière anarchique, lesquelles entraîneraient le lancement des travaux de réalisation d'un axe routier majeur reliant le 41^{er} boulevard périphérique au 51^{er} boulevard périphérique à Sidi El Bachir. L'opération s'est déroulée en présence de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale, mobilisée pour garantir le bon déroulement de l'intervention et prévenir tout incident. Les services techniques de la commune de Bir El Djir, appuyés par des engins de chantier, ont procédé à la démolition et au nettoyage de la zone concernée.

Cette démarche s'inscrit dans une politique de lutte contre l'urbanisation sauvage qui, depuis plusieurs années, constitue un frein au développement urbain harmonieux de la wilaya d'Oran. Le futur axe routier reliant le 41^{er} et le

Conformément aux directives du wali d'Oran, M. Samir Chibani, et sous la supervision directe du chef de daïra et du maire de Bir El Djir, une vaste opération de démolition a été menée mardi à Sidi El Bachir.

51^{er} boulevard périphérique revêt une importance capitale pour l'amélioration de la circulation dans l'agglomération oranaise. En désengorgeant plusieurs artères principales, cette infrastructure devrait fluidifier le trafic, réduire les embouteillages et faciliter les déplacements des habitants, en particulier dans les zones périphériques en forte expansion. Le quartier de Sidi El Bachir, où s'est déroulée l'opération, constitue un point névralgique pour le passage de cette voie. La libération de l'emprise foncière était donc une étape incontournable pour le démarrage effectif du chantier.

L'achèvement de ce projet contribuera à renforcer la mobilité, soutenir le développement économique local et amé-

liorer la qualité de vie des citoyens de Bir El Djir et des quartiers limitrophes. Les autorités locales rappellent que la tolérance zéro sera appliquée à l'encontre des constructions illicites, afin de préserver les espaces destinés aux équipements publics et aux infrastructures structurantes. Cette opération illustre la détermination de la wilaya à mener à bien ses projets de développement, dans le respect des règles d'urbanisme et de l'intérêt collectif. Au-delà de la simple démolition d'habitations précaires, cette opération traduit la volonté des pouvoirs publics d'offrir aux habitants un cadre de vie plus moderne, avec des routes plus sûres et mieux adaptées à la croissance démographique.

Squat des espaces publics et extensions illicites des habitations Une commission mixte de contrôle dans les nouvelles cités

D. B.

Les services de la commune de Misserghine épaulés par les services de sécurité entament depuis plusieurs jours une vaste opération de lutte contre le squat des espaces publics au niveau du pôle urbain Ahmed Zabana. A ce titre, de nombreux commerçants, gérants de cafétérias, de fast-foods, d'alimentation générale, de revendeurs de matériaux de construction, etc. ont été sommés de libérer les trottoirs illicitement squattés. Par ailleurs et selon les services de la wilaya, une nouvelle opération ciblant les extensions illicites dans les communes du Groupement d'Oran sera lancée prochainement. Nos interlocuteurs indiquent qu'une commission mixte composée de plusieurs directions entamera une opération de contrôle dans les nouvelles cités, notamment à Oued Tlélât, Belgaid, Béthioua, Misserghine, etc. Il s'agit surtout de l'extension érigée au rez-de-chaussée des immeubles, ainsi que les extensions illicites des commerces, crémeries et cafétérias.

Dans un premier temps, l'opération concernera les cités récemment réalisées à Oran Est et certaines communes où un nombre important de logements ont été réalisés. Selon nos sources, il s'agit de démolir tous les espaces squattés aux rez-de-chaussée par les habitants de ces immeubles ainsi que des extensions réalisées sans autorisation par les gérants de crémeries, fast-foods et cafétérias dans ces mêmes cités. En dépit de toutes les lois l'interdisant, l'urbanisation illicite se poursuit dans la wilaya d'Oran. Dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de dépassement dans ce domaine, une vingtaine de locataires ayant entrepris des transformations ayant touché les appartements et les parties extérieures des appartements ont été mis en demeure par les services concernés, à leur tête les services communaux, en collaboration avec la police de l'urbanisme. Les locataires avaient effectué des modifications ou des aménagements sans autorisation. Un délai a été accordé à ces locataires pour la remise en l'état initial de leurs logements. Une fois le

délai accordé à ces locataires expiré, les dossiers devraient être transférés à la justice. Ces derniers jours, plusieurs extensions illicites ont vu le jour dans la commune d'Aïn El Turck, Hai Sabah, Yaghmoracen... Le but de ces modifications est évidemment de réaliser une terrasse, un garage ou carrément pour avoir un accès individuel. Ces modifications, qui seraient illégales, se font sans la moindre intervention des services concernés. Des habitants ont squatté carrément l'espace public, une situation qui peut se généraliser à d'autres logements sans l'intervention de l'APC. Chacun tente de s'approprier une parcelle assuré que son voisin, qui l'a déjà fait il y a quelques années, n'a jamais été inquiété ! Et c'est la course des propriétaires des rez-de-chaussée pour confisquer les terrains alentour ou les cavités des immeubles pour y construire garages ou cours. Cette situation ne fait que s'aggraver malgré les mesures prises par les autorités publiques et en particulier la loi 08/15 relative à la mise en conformité des constructions.

Une fillette libérée d'un pterygium colli à l'EHU d'Oran Une prouesse médicale face à une malformation congénitale rare

J. Boukraa

Une équipe médicale du service de chirurgie maxillo-faciale et reconstructrice de l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHS) «1^{er} Novembre 1954» d'Oran dirigée par le professeur Karim Hirech a accompli une intervention chirurgicale d'une complexité exceptionnelle sur une fillette de quatre ans originaire de Blida. L'enfant souffrait d'une malformation congénitale extrêmement rare appelée pterygium colli, responsable d'une rétraction cervicale sévère ayant provoqué l'adhérence du menton au cou, avec pour conséquences des difficultés respiratoires, une impossibilité de fermer la bouche, de parler et de tourner la tête normalement. Le pterygium colli congénital est recensé à raison d'un cas sur cinq mille naissances, ce qui représente à peine une vingtaine d'interventions similaires pratiquées chaque année dans le monde.

En réussissant cette opération, l'Algérie rejoint ainsi le cercle restreint des

pays capables de prendre en charge ce type de pathologies complexes. Sous la coordination du service d'anesthésie-réanimation chirurgicale, dirigé par la professeure Djamilia Batouch, l'équipe médicale a procédé à une sécurisation délicate des voies respiratoires par intubation trachéale sous endoscopie, suivie d'une trachéotomie. L'acte opératoire a ensuite consisté en une myotomie (libération des muscles rétractés) et une plastie cervicale afin de remodeler la région du cou. Grâce à cette chirurgie de haute précision, la fillette a pu retrouver des fonctions vitales essentielles : respiration correcte, articulation de la parole et mobilité normale de la tête. Outre l'anomalie cervicale, l'enfant présente également des malformations des membres supérieurs et inférieurs. Celles-ci feront l'objet d'interventions ultérieures par d'autres spécialités chirurgicales afin de corriger les déformations des bras et des jambes.

Le professeur Hirech a souligné que ce type de chirurgie requiert des tech-

niques particulièrement avancées, rendues possibles grâce à l'intégration des dernières innovations mondiales en matière de chirurgie reconstructrice. Le service de chirurgie maxillo-faciale et reconstructrice de l'EHU d'Oran s'affirme ainsi comme une référence nationale dans ce domaine. Par ailleurs, au cours de la semaine précédant la rentrée scolaire, plusieurs autres enfants atteints de malformations congénitales rares ont bénéficié d'interventions chirurgicales leur permettant d'intégrer l'école dans de meilleures conditions.

Au-delà de la réussite médicale, cette prouesse constitue un véritable message d'espoir pour les familles algériennes. Elle témoigne de la capacité de la médecine nationale à relever les défis les plus complexes et à offrir aux enfants concernés une meilleure qualité de vie. Un succès qui reflète également l'engagement continu des équipes médicales et le soutien des autorités hospitalières dans la promotion de la chirurgie reconstructrice en Algérie.

Pour un montant de 34 milliards L'ensemble zone industrielle et zone d'activités de Tafraoui achevé à 100%

Les travaux d'aménagement des derniers îlots de la zone industrielle de Tafraoui ont pris fin. Avec l'achèvement du 4^e et dernier lot, le site de cette grande ZI est désormais viabilisé et prêt à être exploité à 100%.

Houari Saaidia

Il en est de même pour le site implanté à quelques centaines de mètres du grand parc industriel de Tafraoui, l'ensemble « ZA + micro-ZA », d'une superficie globale de 92 ha (87 + 5), dont le coup d'envoi des travaux de viabilisation a été donné fin janvier 2025 par le wali d'Oran, Samir Chibani, est constitué de 159 lots, d'une consistance de 900 et 30.000 m² chacun. Sur les 159 parcelles composant ce lotissement à vocation économique, 149 sont déjà attribuées et même déjà en plein processus de réalisation pour cinq d'entre elles. La nouvelle zone d'activités de Tafraoui a fait, faut-il le préciser, d'un consistant projet de viabilisation piloté par la DUAC pour un montant de crédit de 340 millions de DA, avec comme entreprise de réalisation : Eurl Centre Djettou des Routes et bureau d'études, de contrôle et de suivi URBOR. La mini-zone d'activités annexée au même site, d'une superficie de 5 ha, comprend quant à elle 48 lots, allant de 200 à 500 m². Ces assiettes foncières seront mises à la disposition des jeunes porteurs de startups et PME susceptibles de booster l'économie locale en créant de la valeur ajoutée et de l'emploi. Il y a lieu de noter par ailleurs que le pôle économique à vocation industrielle implanté dans la région de Tafraoui-El Hamoul est en plein processus d'aménagement. Composé essentiellement d'une hyper Zone industrielle (ZI), sa structure principale, d'une Zone d'activités (ZA) et d'une mini-Zone d'activités (M-ZA), ce Pôle économique Oran-Sud revêt un intérêt tout particulier pour les pouvoirs publics.

SUPERFICIE GLOBALE DE 92 HA POUR LA ZA ET LA MINI-ZA

A ce grand, il faut ajouter plusieurs dizaines d'entités industrielles et autres chaînes logistiques éparses dont la plupart ont pignon sur la rou-

te nationale n°108 reliant Oran à Aïn Témouchent. Le lancement des travaux de viabilisation du 4^{ème} et dernier lot, portant la dénomination de « zone D » dans le plan de zoning de la Zone industrielle (ZI) de Tafraoui, a eu lieu le 30 janvier. Une présentation sur site du master-plan de ce pôle avec un point de situation sur l'état d'avancement du projet a d'ailleurs été faite il y a quelques semaines par les soins du directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC), le maître d'ouvrage. S'étendant sur une immense superficie de 576 hectares, la ZI de Tafraoui a vu récemment l'entrée en matière des opérations de viabilisation pour son tout dernier maillon, en l'occurrence la « zone D » pour se référer au plan de découpage -ou de zonage- du site, et ce sachant que les trois autres maillons ont été presque achevés : 100% pour les zones A et B et 95% pour la zone D. Couvrant une superficie de 80 ha, la « zone D » est ciblée par des actions de viabilité d'une importante consistance, comportant la voirie, les réseaux AEP et d'assainissement ainsi que les circuits inhérents au système anti-incendie. Le coût financier de ce 4^{ème} lot de la ZI de Tafraoui est légèrement le plus élevé comparativement aux trois autres sous-sites A, B et C, son devis étant de l'ordre de 860 millions de DA. Et ce, sachant que le devis global de l'opération de viabilisation de la ZI de Tafraoui est estimé à 3,12 milliards de DA. Considérée comme étant le premier jalon, noyau dur et élément structurant, tout à la fois, de cet hyper-parc industriel, l'usine de fabrication automobile Fiat, entrée en production le 11 décembre 2023 et qui compte produire 90.000 véhicules en CKD d'ici 2026, avec un taux d'intégration de plus de 35%, soit deux ans avant le seuil réglementaire de 30% prévu en 2028, n'en finit pas de drainer sur sa lancée des PME-PMI spécialisées pour mettre en place autour d'elle un réseau de sous-traitance automobile. A l'image de l'usine en cours de construction de fabrication de pneumatiques et bandages, un ambitieux investissement d'une entreprise privée 100% algérienne du nom Sarl El Hadj Larbi Industries.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Boukebane Saïdia, 74 ans, Gambetta
Amrani Zohra, 34 ans, Sig
Cheikhi Benaouda, 86 ans, Es-Sénia
Latrache Zohra, 87 ans, Gambetta

Horaires des prières pour Oran et ses environs

03 rabie ethani 1447

El Fedjr
05h29

Dohr
12h55

Assar
16h22

Maghreb
19h00

Icha
20h17



Mostaganem Stidia ou le méridien de Greenwich revisité

En ce lundi 22 septembre, deuxième jour de la saison automnale, les plages de la côte mostaganémoise, perle de la Méditerranée, font le vide ou presque, rentrée scolaire oblige... Avec un littoral de plus de 124 kilomètres, la côte mostaganémoise offre une mosaïque de plages aux eaux turquoise et au sable fin et doré, bordées de forêts verdoyantes.

El-Houari Dilmi

Sous un ciel clairsemé et un temps un tantinet frisquet, il est neuf heures passées quand nous atteignons l'entrée de la commune de Stidia, à hauteur du célèbre méridien de Greenwich. La commune de Stidia est surtout connue pour ce célèbre repère géographique, le méridien de Greenwich qui fut adopté comme standard international en octobre 1884 à la conférence internationale du méridien de Washington. Ce méridien est une ligne imaginaire qui divise le monde en hémisphères oriental et occidental. Cette ligne imaginaire qui traverse plusieurs pays passe, en Algérie, à Stidia, à une quinzaine de kilomètres à l'ouest du chef-lieu de Mostaganem. Pour mettre en valeur cet attrait touristique de la région, les habitants de cette petite bourgade balnéaire, attendent toujours la réalisation d'un observatoire astronomique au niveau de la commune de Stidia accompagné d'autres équipements de divertissement et de loisirs, « un projet qui n'a toujours pas vu le jour », soupire Bilal, qui tient un petit commerce à un jet de pierre de la mer. « Le projet de valorisation du passage de cette ligne

méridionale qui définit les hémisphères Est et Ouest, ne figure peut-être pas sur la liste des priorités des autorités de la wilaya de Mostaganem », renchérit Ali, un plagiste qui vient de plier chaises, tables et autres parasols, après que la plage a été désertée de ses occupants.

LES « SEPTEMBRISTES » PIED DANS L'EAU !

En ce lundi 22 septembre, la mer est légèrement houleuse, commente, en expert de la météo des plages, Bendehiba, qui tient une école de plongée dont la bâtisse est constamment léchée par les vagues qui viennent se fracasser sur les rochers. Au large, plusieurs cages flottantes pour l'élevage de daurade royale. Un bateau se dirige vers ces barges, visibles depuis le rivage, pour nourrir les petits poissons à la chair estimée. Au niveau du village de Stidia, la fréquentation des estivants a sensiblement baissé. Si les commerces et autres supérettes sont bien achalandés, le chaland se fait rare en cette fin de saison estivale. En matière de tarifs, la mercuriale des fruits et légumes reste relativement abordable comparée au reste des régions du pays. Les fermes mari-

nes connaissent un essor remarquable dans la commune de Stidia, avec le développement de plusieurs zones d'activité d'élevage aquacole. La wilaya de Mostaganem mise depuis plusieurs années sur l'aquaculture pour compenser la production halieutique des ports et abris de pêche, notamment durant la période de repos biologique. Comme la plage dite « Gasâa », des cabanons pied dans l'eau, disséminés tout le long de la plage, sont encore occupés par les « retardataires », ceux que l'on appelle les « septembristes ». Même sous un ciel parfois couvert, les vacanciers du mois de septembre profitent surtout de la tranquillité. Pour les estivants que nous avons rencontrés, septembre, et même octobre, reste la meilleure période pour se baigner et se reposer. Stidia, ce joyau de la Méditerranée très apprécié par les estivants, est un endroit idéal pour la pêche et la plongée sous-marine. Seul bémol à ce tableau idyllique, le manque de propreté et la faiblesse de la couverture du réseau internet, et les désagréments que cela cause aux vacanciers quand on connaît l'importance de ce moyen de communication dans la vie de tous les jours.

Agriculture : mettre le paquet sur l'industrie de transformation

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a souligné, mardi à Mostaganem, l'importance de s'appuyer sur le savoir, la technologie et les compétences des jeunes dans le secteur agricole. Lors d'une conférence de presse tenue en marge de la 1ère édition du Salon national des industries de transformation des produits alimentaires, agricoles, du commerce et de l'exportation, le ministre a déclaré que l'agriculture fait face à plusieurs défis (eau, sol), ce qui exige un passage à une nouvelle étape où le secteur s'appuierait sur la connaissance, les technologies modernes et les jeunes compétences. Il a ajouté que cet événement

économique, initié par de jeunes entrepreneurs, est très important pour le secteur, car il permet de découvrir les jeunes investisseurs et les porteurs de projets.

Le ministre a souligné que la jeunesse manifeste un intérêt croissant pour le secteur agricole et les industries agroalimentaires, notamment grâce à l'abondance de la production. La prochaine étape, a-t-il précisé, nécessite davantage d'investissements dans les industries de transformation et la modernisation, en s'appuyant sur les solutions et les services innovants offerts par les startups et les micro-entreprises, afin d'améliorer la productivité. De son côté, le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeu-

nesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a affirmé que ce genre d'initiatives économiques reflète la volonté de l'Etat d'impliquer les jeunes dans divers domaines économiques, soulignant que l'agriculture est un secteur vital et stratégique dans lequel les jeunes innovants et créatifs doivent s'engager. Il a poursuivi en indiquant que les pavillons de ce Salon «réunissent innovations, technologies modernes et leurs différentes applications intelligentes comme solutions à plusieurs problèmes agricoles, tout en mettant en lumière la volonté des jeunes de contribuer à la dynamique économique actuelle que connaît l'Algérie», ce qui constitue, selon lui, «un enjeu majeur».

Tlemcen

Une nouvelle ère pour l'Université «Abou Bekr Belkaïd»

L'Université «Abou Bekr Belkaïd» de Tlemcen œuvre à transformer cette institution d'enseignement supérieur en université de quatrième génération.

Le vice-recteur chargé de la pédagogie, Bensaïm Bounouar, a indiqué à l'APS que l'Université de Tlemcen figure parmi les 15 universités et neuf écoles supérieures sélectionnées par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, sur la base d'indicateurs objectifs, ainsi que du classement national et international, pour devenir une université modèle de quatrième génération, dès l'année prochaine.

Il a précisé qu'une commission spéciale a été mise en place au sein de l'université et mène un travail considérable dans les filières relevant des facultés des sciences et de la technologie pour développer les outils pédagogiques destinés à l'enseignement, afin de rendre ces filières exemplaires pour l'application de cette transition.

Selon le même responsable, le travail de cette commission repose également sur l'investissement dans la relation de l'université avec son environnement économique et social, le raccordement à un débit internet très élevé, sa présence active sur les réseaux so-

ciaux, ainsi que la créativité et l'innovation dans le domaine de l'entrepreneuriat et des méthodes pédagogiques modernes d'enseignement. Par ailleurs, M. Bensaïm a souligné qu'outre les travaux de cette commission, des enseignants issus des cellules d'assurance qualité, du centre des systèmes et réseaux, ainsi que d'autres

professeurs, participent activement au processus de transition vers l'université de quatrième génération, à travers leurs activités menées au centre étudiant, en tant qu'experts, membres de commissions scientifiques et formateurs des étudiants.

Beni-Abbès

Les études d'un mégaprojet de transfert des eaux bientôt lancées

Les études pour la réalisation d'un mégaprojet de transfert des eaux, depuis la wilaya d'Adrar, en passant par Beni-Abbès et Béchar jusqu'au site minier de fer de Gara-Djebilet, situé dans la wilaya de Tindouf, seront prochainement lancées.

Selon Abderrahmane Zenagui, premier responsable de la direction locale du secteur de l'hydraulique, les études nécessaires à la réalisation de cet ambitieux projet de transfert hydraulique entre les wilayas d'Adrar et Beni-Abbès, en passant par la wilaya de Béchar, jusqu'au gisement de fer de Gara-Djebilet sur plus de 1.400 km, seront bientôt initiées sous la supervision du secteur de l'hydraulique.

Ce futur projet hydraulique, qui est préconisé pour garantir l'alimentation en eau potable aux habitants de Beni-Abbès, contribuera également à répondre aux besoins du site minier de Gara-Djebilet, a-t-il précisé.

Le lancement des études pour la mise en œuvre de ce projet de transfert d'eau représente une ré-

ponse concrète du secteur de l'hydraulique aux besoins en eau potable des habitants de la wilaya de Beni-Abbès et constitue également une contribution effective de la part de notre secteur

au développement du secteur minier national, ainsi qu'à l'industrie nationale, de même qu'il lui permet de prendre part à la dynamique et au processus de développement global du Sud-ouest du pays, a indiqué le même responsable.

En marge de cette opération, il est également prévu le lancement, incessamment, des travaux du projet de transfert des eaux du champ de captage de la région de Tamtert vers Beni-Abbès, selon le même responsable.

Ce projet, dont six forages ont déjà été réalisés, verra également l'entame des travaux pour la concrétisation d'une conduite d'une longueur de 30 kilomètres, destinée à l'acheminement des eaux pour le renforcement de l'AEP du chef-lieu de wilaya et des zones avoisinantes, a fait savoir le même responsable.

Relizane

Huit nouvelles spécialités à l'Université

L'offre de formation de l'Université «Chahid Ahmed Zabana» de Relizane s'est enrichie de huit (8) nouvelles spécialités pour l'année universitaire 2025-2026, en adéquation avec les exigences du marché de l'emploi et les spécificités régionales, ont indiqué, mercredi, les responsables de cet établissement d'enseignement supérieur.

Ces nouvelles formations, ouvertes dans les cycles Licence et Master au niveau de la faculté des sciences humaines et sociales, couvrent plusieurs domaines, notamment Licence en information et communication, Histoire et civilisation islamique, Sociologie du loisir et du voyage et Production végétale.

L'université de Relizane ouvre en Master des spécialités dans l'Histoire du Maghreb moderne, Psychologie du travail, Organisations et gestion des ressources humaines, Education spécialisée, Inimitabilité du Coran et études stylistiques et Etudes coraniques.

Selon le doyen de la faculté, M. Abdelkader Baghdad Bey, l'ouverture de ces nouvelles spécialités

s'inscrit dans une démarche de rapprochement entre l'université et son environnement socio-économique, et vise à répondre aux besoins du marché du travail local.

De son côté, le recteur de l'université, M. Ahmed Bahri, a affirmé que l'université œuvre à développer une offre de formation adaptée aux réalités économiques et sociales de la région, en mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement et l'alignement sur les exigences du monde professionnel.

Il a également réitéré son engagement à ouvrir d'autres filières scientifiques pertinentes.

Pour rappel, l'université «Chahid Ahmed Zabana» de Relizane a accueilli plus de 13.400 étudiants à la rentrée universitaire 2025-2026, dont 4.270 nouveaux inscrits.

Par ailleurs, l'université s'est également renforcée par l'ouverture d'une annexe de l'Ecole supérieure des enseignants, qui accueille 566 nouveaux étudiants, dont 333 dans l'enseignement primaire, 153 dans l'enseignement moyen et 80 dans l'enseignement secondaire.

Ils contribuent également à la formation des enseignants nouvellement recrutés, à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, à l'apprentissage de l'anglais à distance et à la gestion des plateformes d'enseignement en ligne.

Il a relevé que le Centre Etudiant de l'Université de Tlemcen participe aussi à ce processus, à travers ses efforts continus pour accroître le nombre de projets et d'étudiants impliqués dans le domaine de l'entrepreneuriat, avec plus de 500 projets d'entreprises innovantes réalisés par environ 1.200 étudiants en un laps de temps réduit.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DU SPORTS

WILAYA DE MASCARA

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALES N° /2025

Un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales est lancé pour le projet : Etude et suivi complémentaire pour la réalisation d'un vélodrome en centre de formation régional en cyclisme à Mascara.

Les architectes et les bureaux d'études inscrits au tableau national de l'ordre des architectes agissant pour leur propre compte ou en groupement dont ils sont désigné comme mandataire intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mascara, sis à Zone 12 – Wilaya de Mascara.

Il s'agit d'un appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour mission étude et suivi destinés aux et bureaux d'études d'architecture, nationaux, d'Ingéniering ou groupement de bureaux d'études, inscrits dans le tableau national de l'ordre des architectes et en possession d'un agrément pour exercer le métiers délivré par le ministère habilité, de l'année en cours et valide le jour d'ouverture des plis, justifiant des capacités techniques, professionnelles et financières suivantes :

Capacités techniques : disposant des références professionnelles et des capacités financières suivantes :

a) Références professionnelles :

Ayant déjà conçu étude et suivi ou étude, durant les 15 dernières années, au moins deux (02) projets classés à la catégorie «E» ou quatre (04) projets de catégorie «D». A justifier par des attestations de bonne exécution comportées la catégorie du projet et le montant, délivré par des maîtres d'ouvrages publics.

b) Capacités financières :

Les candidats ou soumissionnaires ayant réalisé un chiffre d'affaire égal ou supérieur à 50.000.000,00 DA.

Il s'agit du chiffre d'affaire moyen des trois meilleurs bilans des années (2020 – 2021 – 2022 - 2023 et 2024).

Les pièces constitutives des offres sont les suivantes :

Dossier des candidatures

- Déclaration de probité paraphée et signée (selon le modèle ci-joint);
- Déclaration de candidature paraphée et signée (selon le modèle ci-joint);
- Copie de l'agrément délivré par l'ordre des architectes en cours de validité de l'année en cours;
- Copie d'inscription au tableau national des architectes
- Attestation de mise à jour (CNAS, CASNOS) en cours de validité;
- La liste des moyens humains et d'encadrement technique à mobiliser pour le projet accompagnée des diplômes et appuyée de l'état des effectifs déclarés et visé à la CNAS ou CASNOS en cours de validité;
- Copie certifiée des documents originaux portant sur le statut juridique de la société
- Copie de l'extrait du casier judiciaire du soumissionnaire;
- Copie de la carte d'immatriculation fiscale ;
- Copie des bilans financiers des trois derniers exercices, certifiés par un commissaire aux comptes et dûment visés par les services fiscaux ;
- Références professionnelles du partenaire cocontractant justifiées par des attestations de bonne exécution ;
- Un procès-verbal de visite du site devra être établi et signé par le candidat et le représentant du service contractant.

L'offre technique:

- Déclaration à souscrire paraphée et signée (selon le modèle ci-joint);
- Le présent cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »
- Cahier des prescriptions spéciales (sans mention du montant de la soumission) ;
- Une mémoire technique justificative
- Cahier des prescriptions techniques;

L'offre financière

- Lettre de soumission paraphée et signée (selon modèle ci-joint);

Coût et contenu de la mission, telles que définies le décret exécutif n°16-224 du 22 août 2016 fixant les modalités de rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment, décret législatif n° 94-07 du 18 mai 1994 relatif aux conditions de la production architecturale de la profession d'architecte et fixant les modalités de rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment, paraphé et signé (les offres dont les barèmes appliqués ne concorde pas avec le décret sus site seront écartées)

- Un planning général.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention «Dossier de candidature», «offre technique» ou «offre financière».

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention:

À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Projet : étude et suivi complémentaire pour la réalisation d'un vélodrome en centre de formation régional en cyclisme à Mascara.

Les offres doivent être déposées à la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mascara, Zone 12-Mascara

Le délai de préparation des offres est fixé à trente (30) jours à compter de la date de la première parution de cet avis d'appel d'offre

La date et heure limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour correspondant à l'expiration de la durée de préparation des offres à 12h00

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois mois.

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des offres qui siégera en séance publique, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00 au siège de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mascara sis à la Zone 12 - Mascara.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Mascara

Direction de la santé Et de la population

NIF : 097529010017814

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALES N°...14...../2024

La Direction de la santé et de la population de la Wilaya de Mascara lance avis appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales :

REALISATION DES SALLES DE SOINS A TRAVERS LE TERRITOIRE DE LA WILAYA DE MASCARA

Répartir comme suit :

- Lot N°01 : Salle De Soins A Commune MAOUISSA (Attribué)
- Lot N°02 : Salle De Soins A Commune BOUHENNI (Attribué)
- Lot N°03 : Salle De Soins A Commune HACHEM (Attribué)
- Lot N°04 : Salle De Soins A Commune MAKTAË DOUZE (Attribué)
- Lot N°05 : Salle De Soins A Commune RASS AIN AMIROUCHE
- Lot N°06 : Salle De Soins DJENNEN MESKINE A COMMUNE ZAHANA
- Lot N°07 : Salle De Soins A Commune SIDI KADDA (Attribué)

Les soumissionnaires par le présent avis d'appel d'offres national ouvert exigence de capacité minimale peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de la santé et de la population de la Wilaya de Mascara (Bureau des Marchés).

Les soumissionnaires doivent transmettre leurs offres sous trois (03) plis cachetés dont l'enveloppe extérieure doit porter la mention suivante : (soumission à ne pas ouvrir que pour la commission d'ouverture et d'évaluation des offres) avec l'intitulé de l'opération.

Les offres doivent être adressées à la Direction de la Santé et de la Population – Cité Administrative – Wilaya de Mascara.

Le cahier des charges étant établi en 07 lots ou les soumissionnaires peuvent soumissionner pour l'ensemble des lots ou par lot séparé pour tous les articles du lot

La date limite des dépôts des offres est fixée à Quinze (15) jours à compter de la 1^{re} parution dans les quotidiens, ou BOMOP à 12h.00 Sous triple enveloppes (enveloppe extérieure qui contiendra trois (03) enveloppes séparées, l'une comportant l'offre candidature, l'offre technique et l'autre l'offre financière) cachetée et anonyme portant la mention suivante.

Soumission (A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et l'évaluation des offres)

REALISATION DES SALLES DE SOINS A TRAVERS LE TERRITOIRE DE LA WILAYA DE MASCARA

Répartir comme suit :

- Lot N°01 : Salle De Soins A Commune MAOUISSA
- Lot N°02 : Salle De Soins A Commune BOUHENNI
- Lot N°03 : Salle De Soins A Commune HACHEM
- Lot N°04 : Salle De Soins A Commune MAKTAË DOUZE
- Lot N°05 : Salle De Soins A Commune RASS AIN AMIROUCHE
- Lot N°06 : Salle De Soins DJENNEN MESKINE A COMMUNE ZAHANA
- Lot N°07 : Salle De Soins A Commune SIDI KADDA

Conditions d'éligibilité :

- **Capacités Financière :** Ayant une somme de chiffre d'affaire des trois dernières années (2022-2023-2024) Égale ou Supérieure à 20.000.000,00 DA
- **Capacités professionnelles :**
 - Entreprises ou groupement d'entreprises qualifiées à la catégorie DEUX (02) ou plus, dont l'activité principale bâtiment en cours de validité.
 - Les soumissionnaires peuvent participer pour un lot ou plus et prétendre un lot ou plus à condition qu'ils présentent et les moyens humains et matériels distincts à chaque lot.
 - Le choix du partenaire cocontractant se fera par ordre de classement.
- **Capacités technique :** Référence professionnelle : Entreprises ayant réalisé au minimum un projet de la catégorie « A », durant les dix (10) dernières années, justifié par des attestations de bonne exécution.

La date d'ouverture des plis se fera le même jour à 14h00. Si la date d'ouverture coïncide avec un jour de weekend ou un jour férié la date d'ouverture se fera le jour ouvrable suivant. Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis et l'évaluation des offres prévu à l'expiration du délai de dépôt des offres à 13h30 au siège de la Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya de Mascara - cité administrative – bureau des marchés).

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant La durée de préparation des offres est égale à (90) jours et augmentée de trois (03) mois et commence à courir à partir de la 1^{ère} parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou dans les quotidiens nationaux jusqu'à la date de dépôt des offres.

Le Directeur

ANEP N° 2531012834 Le Quotidien d'Oran 25/09/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

DE LA WILAYA DE MOSTAGANEM

NIF : 408015000027003

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel 15/247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des Travaux Publics de La Wilaya de Mostaganem informe les soumissionnaires ayant participé à la deuxième avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 17/2025 paru sur les quotidiens nationaux « le quotidien d'oran » en date du 30/07/2025 et « الموعود » en date du 30/07/2025 relatif uniquement aux lots suivants :

Lot N°02 : Entretien de l'ouvrage d'art sur CW07 au PK4+250 franchissant Oued Ain Sefra .

Lot N°03 : Travaux d'entretien des ouvrages d'art sur CW07 :

- Dalot du PK38+150
- Dalot du PK39+900
- Dalot du PK40+100
- Dalot du PK42+200

Lot N° 04 : Travaux des dépendances sur le CW 49A du PK 05+600 au PK 07+978.

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières, le marché est attribué provisoirement comme suit:

Intitule	Entreprises	Montant (DA)	Délai	NOTE	Observation
Lot N°02 : Entretien de l'ouvrage d'art sur CW07 au PK4+250 franchissant Oued Ain Sefra .		INFRUCTUEUX			
Lot N°03 : Travaux d'entretien des ouvrages d'art sur CW07 : ➢ Dalot du PK38+150 ➢ Dalot du PK39+900 ➢ Dalot du PK40+100 ➢ Dalot du PK42+200		INFRUCTUEUX			
Lot N° 04 : Travaux des dépendances sur le CW 49A du PK 05+600 au PK 07+978.	ETPH TAHRI MOHAMED - Mostaganem NIF : 185270400084106	6 857 375,00	85 jours	95,00	Offre moins disante

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public, les soumissionnaires et les candidats qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidature (offre technique et financière), sont invités à se rapprocher des services de la Direction des Travaux Publics au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché.

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la wilaya de Mostaganem dans un délai de dix (10) jours à compter de la 1^{ère} publication de l'avis d'attribution provisoire du marché dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou dans la presse nationale. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limitée pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية و الصيد البحري
المديرية العامة للصيد البحري وتربية المائيات
مديرية الصيد البحري وتربية المائيات لولاية وهران

تعلن مديرية الصيد البحري وتربية المائيات لولاية وهران
عن تنظيم مسابقات توظيف بعنوان سنة 2025 للتأهيل بالمناصب التالية:

الرقم	تعيين الرتبة	عدد المناصب	شروط التوظيف	الملاحظة
01	طبيب بيطري	02	* شهادة طبيب بيطري أو شهادة معترف بها بمعادلتها	على أساس الشهادة

* ينبغي أن يشتمل ملف الترشيح على الوثائق التالية:

- شهادات العمل التي تثبت الأقدمية المهنية للمرشح في الاختصاص، ينبغي أن تكون هذه الشهادات مؤشرا عليها من طرف هيئة لضمان الاجتماعي، بالنسبة للأقدمية المكتسبة في القطاع الخاص.
- شهادة تثبت مدة العمل المؤدى من طرف المرشح، في إطار جهاري الإدماج العملي والاجتماعي للشباب حاملي الشهادات، مع توضيح المنصب المشغول، عند الاقتضاء.
- أي وثيقة تثبت متابعة المرشح تكوينا أعلى من مستوى الشهادة المطلوبة في التخصص، عند الاقتضاء.
- أي وثيقة تثبت الأشغال والدراسات المنجزة من طرف المرشح في التخصص، عند الاقتضاء.
- شهادة الحالة العائلية بالنسبة للمرشحين المتزوجين.

* يودع ملف الترشيح إلى:

"مديرية الصيد البحري وتربية المائيات لولاية وهران"
"قطعة رقم 23 منطقة المقرات - أحمد مدغري - إيسطو- وهران"
في أجل لا يتعدى 15 يوم عمل ابتداء من صدور أول نشر لهذا الإعلان ولا يأخذ بعين الاعتبار الملف الناقص أو الموعد خارج الأجل المحدد.

* يتعين على المرشحين المقبولين نهائيا، قبل تعيينهم في الرتبة أو المناصب المرشح لها، استكمال ملفاتهم الإدارية بكافة الوثائق الأخرى.
- نسخة من الوثيقة التي تثبت وضعية المرشح إزاء الخدمة الوطنية مصادق على مطابقتها للأصل من قبل المؤسسة أو الإدارة المنظمة للمسابقة،
- شهادة السوابق العدلية، سارية المفعول،
- شهادة الإقامة،
- شهادة الميلاد رقم 13،
- شهادتان طبيتان، طب عام و أمراض صدرية- تثبت قدرة المرشح على شغل الرتبة المقصودة،
- صورتان شمسيتان.

* ملاحظة:

1- يمكن للمرشح الغير مقبول للمشاركة في المسابقة على أساس الشهادة المذكورة أن يقدم طعنا للسلطة التي لها صلاحية التعيين (مديرية الصيد البحري وتربية المائيات لولاية وهران)، والتي يجب عليها الرد في أجل أقصاه 05 خمسة أيام عمل قبل إجراء المسابقة.
2- نظرا لخصوصية المهام المرتبطة بالمنصبين المعنيين، يشترط تقديم في ملف الترشيح شهادة الإقامة بولاية وهران، كما يتعين على المرشحين الناجحين نهائيا في المسابقة المذكورة تقديم تعهد بالالتزام بضمائم تأدية المهام خارج أوقات العمل الرسمية عند الضرورة التي تستدعيها المصلحة.

ANEP N° 2531012808

Le Quotidien d'Oran 25/09/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ANNULATION DE L'AVIS D'ATTRIBUTION

PROVISoire

INTITULE : ENTRETIEN DES ROUTES NATIONALES EXERCICE 2025 (W.MASCARA).

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DU DECRET PRESIDENTIEL N° 15-247 DU 16 SEPTEMBRE 2015 PORTANT REGLEMENTATION DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC, LA DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE MASCARA DECLARE L'ANNULATION DE L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire RELATIVE AU FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE 606,7 KM DE SIGNALISATION HORIZONTALE SUR RN POUR LE (LOT N°11 ET LOT N°12), PARU AU QUOTIDIEN « Le Quotidien d'Oran » EN DATE DU 14/05/2025.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531012758

Le Quotidien d'Oran 25/09/2025

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

APARTEMENTS

■ Vds 2 apparts F4 de luxe, 5^e et 6^e étages, résidence neuve de 7 étages avec ascenseur, 2 locataires par palier à Fernand-ville côté mosquée 'El Kods', Oran. Veuillez contacter et proposer votre prix -Tél : 0773.87.99.74

■ A louer appart standing ttes commodités, clim, chauffage, 2 ascenseurs, cuis équipée, sup 100 m², cité Modulim, près de Hasnaoui + A louer cour pour stockage 100 m², Canastel - Tél : 0542.82.29.34

■ A vendre F4 (acté F3) de 95 m², au 1^{er} étage, Avenue Loubet centre-ville d'Oran. Convient fonction libérale - Tél : 0661.28.50.78 - 0770.44.68.69

■ Vends F1, 30 m² cuis, sdb, 1^{er} à Gambetta, Oran + F2, 68 m² cuisine, sdb, 1^{er} c/v, Oran (café Clichy) + F2, 50 m², cuis, 2^e Miramar, rue Nancy + F2, 1^{er} cuis, sdb + cour 80 m², à Belgaïd à proximi mosquée Machallah - Cab Imm VICTORIA Tél : 041.36.16.43/ 0557.87.64.93

TERRAINS

■ TLEMCEIN : Vends terrains urbains, plusieurs hectares, situés à différents endroits. Tél : 0664.28.73.66

VILLAS

■ Oued Tiélat (Oran), à vendre carcasse d'habitation R+3 + cave actée + livret F + permis de construire, conforme 135 m², côté Sera 40 m de RN4, construit suivant les normes -Tél : 0662.45.81.26

■ A.V villa R+2, 300 m², la Lofa + A.V villa R+1, 270 m² + piscine la Lofa + A.V villa R+1, 240 m², toutes com. Coop Abderezak, ENSEP, Senia + A.V villa, rdc, toutes com, la Lofa + A.V, F3, 96 m² + garage la Lofa + A louer villa R+1, 240 m², la Lofa + A louer, appt 170 m², meublé, Akid Lotfi + A louer dépôt 110 m², Senia. Pas de courtier Tel : 0773.24.62.36

REMERCIEMENTS

M. Tedj

BENSAOULA,

l'ex international Algérien et

l'ensemble de sa famille

remercient tous ceux qui ont

compagné, de près ou de loin, à

notre douleur à la suite du

décès de mon épouse.

«A Allah nous appartenons et

Lui nous retournerons»

LOCAUX

■ A vendre local de 12 m², bien situé, au tournant Bd Marceau- Plateau, Oran - Contacter 0563.72.17.60

■ A louer local de 12 m², bien situé, au tournant Bd Marceau Plateau Oran - Contacter : 0549.13.37.03 - 0563.72.17.60

■ Vends local commercial acté, 22 m², df, avec sanitaires ; const neuve, c/v côté Frt de mer, rue Nancy, à côté pharmacie + F2, 132 m², 4^{ème}, seul au palier, dbl faç (20x10) - Tél : 0661.20.19.59

VEHICULES

■ Vends Volkswagen 'Tiguan', année 2022, 17.000 km / 1^{er} main + A louer licence de café, Oran-ville - Tél : 0670.20.31.26 - 040.50.47.06

DIVERS

■ A louer Licence taxi, Oran-ville - Tél : 0697.16.26.67 (de 10h à 17h)

■ Vends ou loue une batterie pour poules pondeuses ; marque italienne 'Techno'. Peu servie - Tél : 0773.96.54.78

Société NORC ACTIVITES,

siège social à Oran, recrute :

Ingénieur en Télécommunications,

qualifié avec expérience exigée dans le domaine.

Envoyer vos CV au : norc.activ25@gmail.com

Tél/fax : 041.38.62.84

30ÈME ANNIVERSAIRE

Le 28 septembre 1995, Aboubekr Belkaid a été assassiné. En ce 30ème anniversaire, son épouse, ses enfants, familles et alliés se recueilleront sur sa tombe au cimetière d'El Alia carré des Moudjahidine le dimanche 28 septembre 2025 à 10 heures.

Du fond du coeur, nous tenons à remercier tous ceux qui ne l'ont jamais oublié et qui ont toujours honoré sa mémoire, continuant ainsi à le faire vivre.

Votre présence, votre amitié, votre affection durant ces longues années ont été pour nous une aide inestimable pour poursuivre le chemin sans lui comme il l'aurait voulu en gardant toujours en mémoire et en respectant les convictions et les valeurs qu'il a toujours ardemment défendues.



TF1

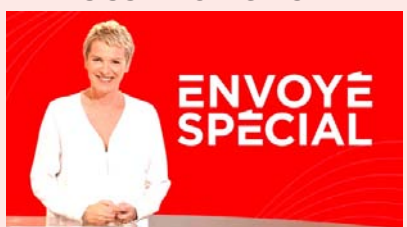
20.10 HPI



Saison 5 - Episode 8 : Supernova
Morgane (Audrey Fleurot) fait face à une nouvelle réalité alors qu'elle découvre que Karadec (Mehdi Nebbou) est bien le père de son bébé. Après avoir perdu sa maison, il lui propose un hébergement, transformant leur relation professionnelle en une cohabitation chargée d'émotions. Alors qu'elle reprend son travail d'enquêtrice après un congé parental, Morgane se retrouve tiraillée entre ses responsabilités de mère et son attirance pour son collègue, qui devient également son colocataire.

2

20.05 ENVOYÉ SPÉCIAL



Ils disent ouvrir une nouvelle église tous les 10 jours : les évangéliques cartonnent ! Pour comprendre ce qui attire autant de nouveaux croyants, le magazine fait découvrir les coulisses d'une des plus grandes églises évangéliques de France. Son pasteur, aux allures de communicant charismatique, prêche chaque week-end devant 5000 personnes, dans un temple conçu comme une salle de spectacle. Sur les réseaux sociaux, les nouveaux pasteurs stars Français s'appuient sur des...

3 JEUDI

20.10 MEURTRES À...



S9 - Ep7 : Meurtres au Mont-Saint-Michel
Dans cette nouvelle saison de "Meurtres à...", les paysages pittoresques de France deviennent le théâtre de mystères criminels captivants, où chaque enquête est intimement liée à l'héritage culturel et aux traditions locales. Les protagonistes, Fauve Hautot et Aurélien Wiik, se retrouvent plongés au cœur d'affaires sordides qui révèlent les secrets enfouis de leur région. Chaque meurtre s'ancre dans une légende ou une bâtisse chargée d'histoire,...

CANAL+ CINEMA

20.00 RABIA



José María, un Sud-Américain, a émigré en Espagne, où il travaille sur des chantiers. Depuis peu, il est en couple avec Rosa, une Bolivienne employée comme servante chez un couple aisé, les Torres. Ces derniers habitent dans une vieille demeure, dont une grande partie est inoccupée. Un jour, José María tue accidentellement son responsable. Recherché par la police, il se réfugie dans la maison, à l'insu de tous.

6

20.10 ARNAQUES !



Un ophtalmo marseillais rendrait ses patients malvoyants. A Marseille, un nombre important de patients affirment avoir perdu la vue à la suite des pratiques du docteur C. Parmi les délits de l'ophtalmo, des opérations inutiles et des conséquences irréversibles pour ses patients, mais aussi la non-déclaration de revenus et une fraude sociale. A Bordeaux, un dentiste mutilé ses patients. Des patients se disent victimes de traitements abusifs d'un dentiste bordelais. Il aurait utilisé la pose des couronnes sur des dents...

CINE + FRISSON

19.50 LA LIGUE DES GENTLEMEN EXTRAORDINAIRES



À Londres, en 1899, une menace sans précédent plane sur l'Europe. Un psychopathe, surnommé « Le Fantôme », a mis au point une arme de destruction massive qu'il projette d'utiliser pour provoquer une guerre mondiale, avec l'intention de faire fortune en écoulant son arsenal. Face à cette crise, le gouvernement britannique décide de réactiver la Ligue des gentlemen extraordinaires, une société secrète composée de figures emblématiques de la littérature...

CANAL+

20.00 UTRECHT / LYON



Après avoir remporté leurs trois premiers matchs de la saison en Ligue 1, l'Olympique Lyonnais a fait provision de confiance. Corentin Tolisso et ses partenaires débute la phase de Ligue de la C3 dans les meilleures dispositions pour négocier au mieux ce déplacement sur le terrain d'Utrecht. Adam Karabec et les Gones visent au moins le point du match de nul sur la pelouse de la formation néerlandaise qui terminée à la quatrième place du championnat Eredivisie la saison dernière.

CINE + PREMIER

19.50 DUNKERQUE



"Dunkerque" nous plonge en mai 1940, durant l'une des périodes les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale, alors que les forces britanniques et alliées se retrouvent piégées sur les plages de Dunkerque, face à une armée allemande implacable. Le film s'articule autour de plusieurs personnages dont les trajectoires se croisent dans cette ville côtière, mettant en lumière la tragédie de la guerre à travers des récits interconnectés.

TF1

20.10 MASK SINGER



Spéciale Enquête policière
Dissimulées sous des déguisements, des célébrités délivrent anonymement des performances scéniques. Dans le rôle des enquêteurs, Kev Adams, Chantal Ladesou, Laurent Ruquier, rejoints cette saison par Michaël Youn, tentent de regrouper des indices pour les démasquer. Parmi les dix-sept concurrents au casting de cette nouvelle saison, dont l'un bénéficiera de la complicité du public, figurent notamment des sportifs, des humoristes, des Youtubeurs, des acteurs ou bien encore des animateurs télé.

2

20.10 SIMON COLEMAN



Saison 3 - Episode 3 : Mauvaise mer
Jules Ballarin, 27 ans, est retrouvé mort dans un magasin d'accastillage dont il était le gérant. La scène de crime laisse penser à une tentative de cambriolage, mais le capitaine Simon Coleman découvre bientôt que le meurtre était prémédité. La victime étant aussi sauveteur bénévole en mer, il décide d'aller creuser de ce côté pour en savoir un peu plus sur elle. Si tous respectaient et appréciaient Jules comme chef de bord, Simon apprend qu'il...

3 VENDREDI

20.10 LA BOÎTE À SECRETS



L'épisode inaugural de cette saison inédite accueille François Berléand, Mireille Dumas et Garou. Au cours de la soirée, chacun dévoile des fragments intimes de son histoire personnelle et évoque les réminiscences de moments qui ont marqué sa trajectoire. Egalement, durant l'émission, les proches des invités collaborent discrètement pour concevoir des surprises personnalisées. Les célébrités sont aussi conviées à explorer leurs archives privées pour enrichir ces échanges,...

CINE + PREMIER

19.50 LARGO WINCH II



Héritier d'un immense empire industriel, Largo Winch (Tomer Sisley) a décidé de surprendre le monde en vendant son entreprise pour fonder une organisation humanitaire. Cependant, alors qu'il s'apprête à finaliser cette transaction, il est interpellé par Diane Francken, la présidente du Tribunal pénal international, qui l'accuse d'être impliqué dans un massacre survenu en Birmanie. Acculé par ces accusations, Largo se retrouve contraint de plonger dans les méandres de son passé...

6

20.10 CAUCHEMAR EN CUISINE



Les habitants de Langeron, dans la Nièvre, ont appelé Philippe Etchebest à la rescousse : l'unique restaurant de leur village est en danger. Le couple qui le gère, Aline et Luc, ne parvient pas à s'en sortir. L'organisation de leur établissement laisse à désirer. Tout comme la qualité des plats, absente des assiettes de Luc pourtant ancien chef dans un club échangiste. A son arrivée sur place, Philippe Etchebest se retrouve plongé dans l'ambiance d'un établissement à l'hygiène irréprochable,...

CINE + FRISSON

19.50 L'ATTAQUE DU MÉTRO 123



Un matin à New York, Walter Garber (Denzel Washington), responsable du poste central d'aiguillage du métro, est confronté à une situation d'urgence lorsqu'il constate que la rame 123 est immobilisée. Peu après, un homme mystérieux se fait connaître sous le nom de Ryder (John Travolta) et révèle qu'il a pris en otage les passagers du premier wagon, détachant le reste de la rame pour mieux contrôler la situation. Ryder exige une rançon de dix millions de dollars, mais impose une...

CANAL+

20.09 EN FANFARE



Thibaut Desormeaux est un chef d'orchestre de renommée internationale. Lorsqu'on lui diagnostique une leucémie qui nécessite une greffe de moëlle osseuse, les membres de sa famille sont soumis à des tests ADN pour trouver un donneur compatible. C'est à cette occasion que Thibaut découvre qu'il a été adopté et qu'il a un frère, Jimmy. Celui-ci, employé de cantine scolaire, joue du trombone dans une fanfare du nord de la France. En apparence, tout sépare les deux hommes, ...

CINE + FAMIZ

19.50 PIERRE LAPIN



Dans la campagne anglaise, Pierre Lapin, un petit rongeur espiègle et bavard, partage sa vie pleine d'aventures avec ses sœurs Flopsaut, Mopsy et Queue de Coton, ainsi que leur cousin Jeannot Lapin. Ensemble, ils se lancent dans des escapades audacieuses pour dérober les légumes du vieux monsieur McGregor, un jardinier grincheux qui n'hésite pas à utiliser tous les moyens pour se débarrasser de ces intrus. Cependant, leur quotidien prend un tournant inattendu lorsque monsieur McGregor,...

FLÉCHÉS N° 9380

[illegible]

FLECHES N°9379

M	E	N	U	I	S	I	E	R
E	T	O	N	N	E	V		
T	A		I	V		P	I	S
E	T	E		I	M	I	T	E
O		V	I	T	E		E	N
R	A		N	E	T	S		T
E	M	U	S		S	O	T	
	I		T	E		L	U	S
R	E	G	A	R	D	E		E
A		A	N		E		I	N
B	O	I	T	E		A	R	A
	R		S	O	M	M	E	T

CROISÉS N°9379

G	O	D	E	L	U	R	E	A	U
O	P	E	R	E	R		P	I	S
U		R	E	N	G	A	I	N	E
V	A	N		T	E	T	E	E	S
E	P	I	N	E		T		S	
R	I	E	N		L	E	S		E
N		R	O	B	I	N	E	T	S
A	I	E		A	S	T	R	E	S
I	L		C	I	T	E	R	N	E
L	E	G	A	L	E		E	U	S

SUDOKU N°9379

1	6	8	4	2	5	7	9	3
7	9	5	3	8	1	6	4	2
4	2	3	9	7	6	8	5	1
5	8	9	6	4	3	2	1	7
3	1	6	7	5	2	9	8	4
2	7	4	1	9	8	3	6	5
6	5	2	8	1	7	4	3	9
9	3	7	5	6	4	1	2	8
8	4	1	2	3	9	5	7	6

CODÉS N° 9379

1	I	2	C	3	R	4	N	5	E	6	S
7	O	8	A	9	L	10	G	11	T	12	B
13	M	14	D	15	U	16	V	17		18	
19		20		21		22		23		24	

FOUILLIS N° 9379:
POSSIBLE (Pot - Cible)

1. Forts effets de serre.
2. Emballer.
- Partir en cloche.
3. Contracté.
- Panse en partie.
4. Mal de tête.
- Repris.
5. Salle de soins.
- Prend du bon temps.
6. Découverte.
7. Pertes de substance.
8. Possessif.
- Si on en trouve, c'est blâmable !
9. Découronne.
- Passage à relire.
10. Passé.
- Bête aux bois.

A. Elles méritent un savon !
B. Matière de cours. Botte haut. H comme hellène.
C. Romains.
Toutes bêtes.
D. Beau fixe pour les adeptes du grand (et petit) véhicule.
Deux à trois.
E. Bidule. Trotte.
F. Va d'un pas pesant.
G. Crier. Terme anglais.
H. Faire le beau.
Etat d'Europe.
I. En genre et en nombre.
Elargir.
J. Simple comme bonjour !
Service auto.

E	R	U	T	I	N	R	U	O	F	I	T	O	M	E
T	T	E	E	R	T	N	E	M	E	R	U	S	C	E
O	N	E	M	A	D	A	M	D	T	T	P	R	J	I
L	E	E	G	A	V	A	R	R	R	L	I	T	U	O
L	M	E	U	O	R	U	A	A	S	T	P	R	B	D
I	E	N	O	C	O	C	G	R	U	E	E	S	I	N
D	L	H	G	E	E	H	R	E	S	T	U	L	A	
O	B	E	O	N	R	N	E	A	R	I	E	P	A	M
G	A	S	N	O	T	T	D	E	N	D	E	E	T	U
S	T	I	T	G	U	R	V	A	U	D	R	R	I	O
O	I	N	E	B	O	E	T	T	R	G	I	U	O	D
M	V	E	E	N	L	I	I	A	E	O	O	E	N	A
M	E	R	L	U	O	B	G	P	H	T	R	P	Z	M
A	N	N	O	N	A	E	H	C	A	H	C	A	E	A
I	I	B	S	H	E	C	N	E	N	A	M	R	E	P

FOUILLIS N° 9380

AMADOU – ANON – BOULEVERSER – BUTER –
CENTRE – CHOIR – COCON – CROIRE – DRAGEE –
ECRITURE – ENTRÉE – FOURNITURE – GODILLOT –
GONG – GOTHA – GOURDE – GRUE – HABITUDE – HONTE –
HACHE – INEVITABLEMENT – JUBILATION – LESINER –
LOUTRE – MADAME – MANDOLE – MARCHAND – MOTIF –
NORD – OBSTINATION – ONZE – OUTIL – OUTRAGE –
PEGRE – PERMANENCE – PIPE – RAPEUR – RAVAGE- ROUE –
SOLE – SUER – SUPER – SUREMENT – TRACE.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er imite sans parler.
- Mon 2e eut le culot.

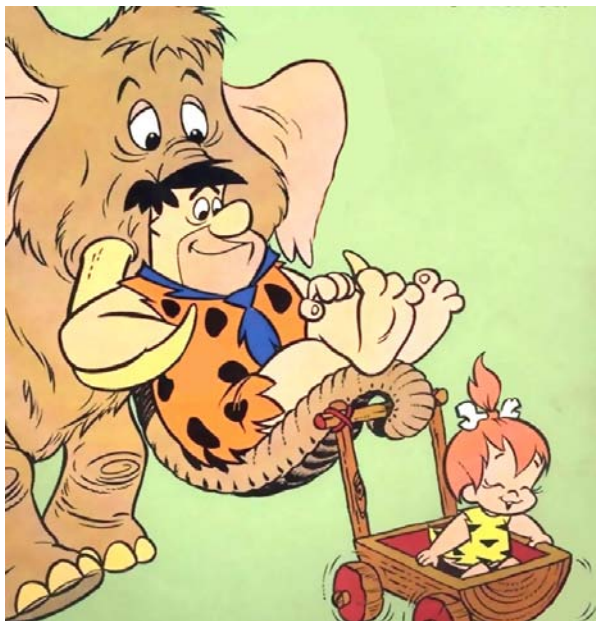
Mon tout est un arbre à fleurs en petites boules jaunes, très odorantes.

1 A	2 R	3 P	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

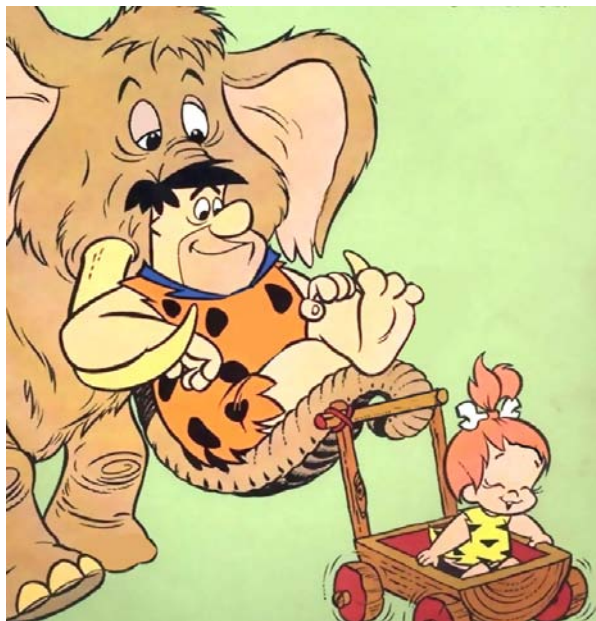
11	1	12	4	18	4	5	9	6	5
10	18	1	2	4	7	1	6		12
7	4		10	8	1			3	9
9	14		7	5	18	8	1	2	
11	4	7	4	6	8	5	2	5	6
5	8		16		4		1	3	4
7	5		9		15	4	6	10	7
8		2	5	15	5	6		6	18
1	7		11		6	10	6	4	5
9	6	5	5	6		12		8	2
17		1	7	4	11	1		4	4
	6		8	5		8	2	10	8
3	9	1		13	1	4		7	5
9		13	2	5	12	10	7		
2	4	5	7	6		7	10	9	6

[illegible]

CODÉS N° 9380



10 ERRORS



Eurotunnel et Eurostar «prêts» pour les nouveaux contrôles aux frontières de l'UE

L'exploitant du tunnel sous la Manche (Eurotunnel), Getlink, et la compagnie ferroviaire Eurostar se disent «prêts» pour le lancement en octobre du nouveau système automatisé de contrôle aux frontières de l'Union européenne (UE), avec empreintes digitales et photographies du visage, pour les ressortissants de pays tiers.

Ce système d'entrée-sortie (baptisé EES), qui commencera à être déployé le 12 octobre, permettra d'enregistrer les coordonnées et les données biométriques des voyageurs concernés, tout comme leurs dates d'entrée et de sortie, afin de suivre les dépassements de séjour et les refus d'entrée.

Les voyageurs pourront pour cela utiliser des bornes installées dans les aéroports, les ports et les gares, en amont du contrôle frontalier. Dans le cas des trains Eurostar ou du tunnel sous la Manche, ce contrôle se fait avant le départ.

Le Royaume-Uni ne faisant plus partie de l'UE, les Britanniques seront concernés.

Eurostar et Getlink (maison mère d'Eurotunnel) ont investi respectivement 11 et 80 millions d'euros pour installer ces nouveaux dispositifs au Royaume-Uni.

Soudan : 15 morts dans une attaque sur un marché



Une attaque de drone a fait au moins 15 morts mardi soir sur le marché d'el-Fasher, ville du Darfour assiégée depuis mai 2024 dans l'ouest du Soudan, selon une source médicale et un comité militant local. Le bombardement «a causé la mort de 15 citoyens et blessé 12 autres, dont trois dans un état critique», a déclaré à l'AFP une source médicale à l'hôpital de la ville, la dernière de la région sous contrôle de l'armée. De son côté, la «coordination des comités de résistance», qui documente les violences du conflit qui ravage le Soudan depuis plus de deux ans, a fait état de 27 morts et blessés, dénonçant un «massacre» perpétré par les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), en guerre contre l'armée régulière.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

L'Espagne approuve un embargo «total» sur les armes visant l'entité sioniste



Le gouvernement espagnol a approuvé mardi un embargo «total» sur les armes visant l'entité sioniste, dans le cadre d'un ensemble de mesures destinées à mettre un terme au «génocide à Gaza», selon les termes du Premier ministre Pedro Sanchez.

Le décret adopté en conseil de ministres interdit toutes les exportations de ma-

tiériel de défense, produits ou technologies servant dans ce domaine vers l'entité sioniste, tout comme leur importation en Espagne, a déclaré le ministre de l'Economie, Carlos Cuerpo, lors d'une conférence de presse.

Ce texte bloque également les demandes de transit de carburant d'aviation ayant des applications militaires poten-

tielles et interdit l'importation de produits provenant des colonies illégales, et leur publicité, a ajouté M. Cuerpo.

Selon le gouvernement, ce décret «consolide dans la loi» une interdiction de vendre ou d'acheter du matériel militaire à l'entité sioniste qu'il applique depuis le début de l'agression sioniste à Gaza.

Claudia Cardinale, icône du cinéma italien, est décédée à l'âge de 87 ans



Légende du cinéma italien, l'actrice Claudia Cardinale, qui fut la muse des plus grands réalisateurs et l'incarnation d'une indomptable beauté, est morte mardi en France à l'âge de 87 ans.

Italienne naturalisée française, Claudia Cardinale est décédée «auprès de ses enfants» à Nemours, en région parisienne, où elle habitait. L'actrice, avait tourné avec les plus grands dont Luchino Visconti, Federico Fellini, Richard Brooks, Henri Verneuil ou encore Sergio Leone Inoubliable dans «Le guépard», «Il était une fois dans l'ouest» ou encore «Huit et demi», Claudia Cardinale était l'une des actrices les plus emblématiques du cinéma italien avec Gina Lollobrigida et Sophia Loren.

Née à La Goulette, près de Tunis, le 15 avril 1938, d'une mère française et d'un père sicilien, elle remporte par hasard à 17 ans un concours de beauté auquel elle ne s'était pas présentée.

Elle tourne à 22 ans dans «Rocco et ses frères» (1960) de Luchino Visconti, qui lui donnera quelques années plus tard l'un de ses plus grands rôles dans «Le guépard», aux côtés d'Alain Delon et Burt Lancaster, en 1963.

Le typhon Ragasa s'abat sur le sud de la Chine, après avoir fait 15 morts à Taïwan

Au moins 15 personnes sont mortes à Taïwan des suites de la rupture d'une digue provoquée par le passage du super-typhon Ragasa, dont les fortes pluies et les vents violents balaient mercredi après-midi le sud de Chine, où Hong Kong reste en alerte.

Les pluies torrentielles provoquées par le super-typhon à Taïwan ont entraîné la rupture de la digue d'un lac, dont les eaux ont déferlé sur des habitations à Hualien, dans l'est de l'île, selon une vidéo obtenue par l'AFP.

Au moins 15 personnes sont mortes et 18 autres blessées, ont annoncé les autorités de l'île.

A certains endroits, l'eau est montée jusqu'au deuxième étage d'une maison et elle a atteint environ un étage dans le centre-ville.

L'Agence nationale des incendies à Taïwan avait initialement évalué le nombre de personnes disparues à 152, avant de le baisser à 17, en précisant qu'ils sont entrés en contact avec plus d'une centaines des personnes manquantes.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

TRUMP DANS UNE COUR DE RÉCRÉATION

L'intervention déclamatoire du président des Etats-Unis mardi à la tribune des Nations Unies aura au moins le mérite de bien éclairer sur la consistance exacte de l'organisation onusienne telle qu'elle se présente aujourd'hui. L'emphase sidérante de Donald Trump a réduit le cadre du regroupement mondial à sa plus simple expression. Les chefs d'Etat présents ont dû sans doute s'attendre à la confirmation d'un lieu, haut en symboles d'une dérision sans cesse prouvée pour ne représenter qu'un parterre de palabres et d'inopérantes décisions.

L'hégémonie américaine s'est encore découverte dans sa plénitude avec une certification que rien ne se fera sans Washington jusqu'à s'immiscer dans des

histoires de terrassement de sol et de pannes d'ascenseurs. L'ONU est bien trop loin de l'issue promise par la large flopée nouvelle des reconnaissances affirmées d'un Etat palestinien.

Trump s'est offert mardi une véritable cour de récréation se garantissant le droit d'évoluer par le geste et la parole dans une tour new-yorkaise, n'en déplaise à quiconque, située sur son propre territoire. Le prolongement de son esprit au monde entier est acté.

Le reste, tout le reste ne serait que littérature quand le milliardaire américain

ne cesse de prouver qu'il aime à s'investir en mystique gardien du temple mondial ou en maître des préaux des écoles face à des élèves ignares et parfois indicibles turbulents.

Faudrait-il alors s'en remettre au sort qu'il trace et qu'il définit sans aucune retenue ? Il est encore trop tôt pour se livrer au défaitisme qu'il impose au monde entier. L'histoire est une roue qui ne cesse de tourner pour toujours présenter des retournements dans la vie des peuples et des pays.

On sait ce qu'il est advenu des tsars et des empires pour comprendre que le temps et les événements ne font pas toujours bon ménage pour que la finalité ne soit accordée qu'aux sages entendements.